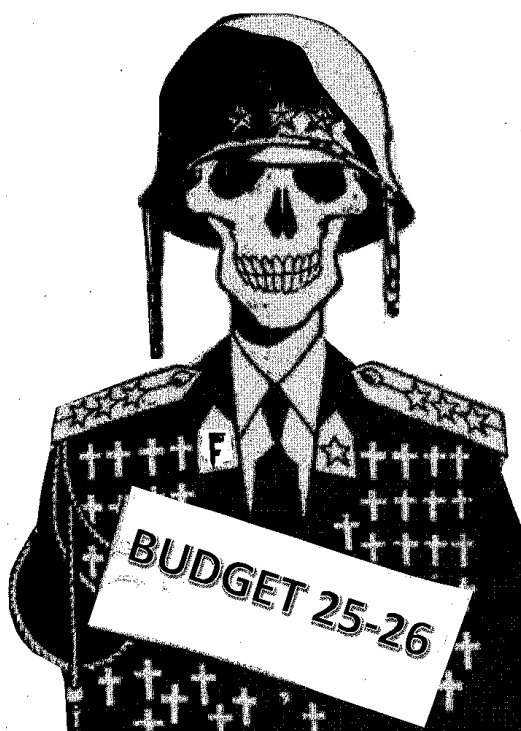


REVOLUTION COMMUNISTE

Groupe marxiste internationaliste [Collectif révolution permanente en France]

Contre le militarisme, la misère et les frontières, révolution sociale !



- Défaire les projets de budgets antisociaux p. 2
- Femmes contre l'oppression, contre le budget p. 5
- Femmes et familles sans abri en danger p. 6
- Le gouvernement veut faire payer les étudiants p. 8
- LFI, apologie de l'État bourgeois et soutien aux marchands d'armes p. 9
- États-Unis : la victoire électorale de Mamdani p. 13
- Maroc : la jeunesse durement réprimée p. 14
- Madagascar : un puissant soulèvement sans direction révolutionnaire p. 18
- Intelligence artificielle : la fuite en avant p. 22
- Argentine : le parti de la bourgeoisie pro-yanquie remporte les élections p. 24
- Le génocide se poursuit à Gaza p. 28



Comment la classe ouvrière peut-elle défaire les projets de budgets antisociaux ?

Des avancées parlementaires en trompe-l'oeil

Depuis le 14 octobre, les budgets 2026 de la Sécurité sociale et de l'État sont âprement discutés à l'Assemblée nationale. Ces deux projets sont un concentré de ce qui est nécessaire au capitalisme français, en perte de vitesse sur le marché mondial : augmenter son taux de profit en attaquant la classe ouvrière, renforcer les aides et exonérations dont il bénéficie, préparer la guerre impérialiste et accroître les moyens de la police.

En même temps, le gouvernement n'a qu'une assise fragile. Dans sa déclaration de politique générale, Lecomte, en même temps qu'il annonçait renoncer à l'utilisation de l'article 49.3, avait donc déclaré : « *le gouvernement proposera, nous débattrons, vous voterez* ». Mais tout cela n'est qu'un théâtre.

Au premier acte, ces projets de budgets sont amendés à tour de bras par tous les groupes parlementaires, selon des alliances de circonstances effaçant toutes frontières de classe. LFI vote avec le RN, le PS avec les macronistes, etc. Le décalage de la loi Borne sur les retraites, proposée par le gouvernement en échange de la mansuétude du PS, est adopté en première lecture. Ici, on vote le doublement de la taxe sur les géants du numérique (GAFAM) censée rapporter au moins 25 milliards d'euros. Là, on rétablit l'indexation des retraites et des prestations sociales, on vote une nouvelle taxe sur les bénéfices des grandes entreprises, on rallonge de 870 millions le budget des hôpitaux, on rétablit l'indexation du barème des impôts et l'abattement forfaitaire de 10 % sur les revenus des retraités, etc.

Hier soir nous avons obtenu du premier ministre le dégel des pensions de retraites et des prestations sociales, soit 3,6 milliards que n'auront pas à subir les familles, également un engagement encore trop flou sur le budget de l'hôpital et 2,5 milliards supplémentaires via la CSG sur le patrimoine financier. (Olivier Faure, LCP, 31 octobre)

Il semblerait donc que, par la vertu des discussions parlementaires, nombre des attaques contre la classe ouvrière prévues initialement sauteraient les unes après les autres. Pure illusion !

Le 8 novembre, l'Assemblée nationale a adopté en première lecture la partie recettes du budget de la Sécurité sociale (dont la réduction du coût des heures supplémentaires pour les patrons), grâce aux voix du PS et à l'abstention de députés du PCF, au motif de permettre ainsi à la discussion de se poursuivre sur la partie dépenses. C'est la couverture honteuse de la politique du gouvernement.

Au deuxième acte, le 21 novembre, 404 députés ont rejeté finalement l'ensemble de la partie recettes du budget de l'État, 84 se sont abstenus et un seul a voté pour,

aucun groupe parlementaire ne trouvant assez de raisons pour en endosser la responsabilité. La discussion de la partie dépenses ainsi évacuée, c'est le texte initial du gouvernement qui part au Sénat, dont la majorité LR et macroniste a promis de le durcir plus encore !

Au troisième acte, après examen par une commission mixte paritaire, les projets de budgets seront de retour devant l'Assemblée nationale. Le gouvernement, qui a peu de chance alors d'obtenir un compromis acceptable par ses oppositions, avant le 12 décembre pour le budget de la Sécurité sociale et le 15 décembre pour le budget de l'État, sifflera la fin du jeu. Il fera passer ses budgets par ordonnances, par l'article 49.3 ou s'arrogera un nouveau délai avec une « loi spéciale ». Évidemment, il reste sous la menace d'une motion de censure brandie par LFI comme par le RN, qui, pour être majoritaire, devrait rassembler aussi bien les voix du PS, du PCF et de LFI que celles du RN...

LFI en défense du militarisme

LFI a beau jeu de dénoncer la complicité du PS avec le gouvernement. Hélas, ce n'est que concurrence entre réformistes. Ils sont d'accord pour faire croire au théâtre parlementaire, pour garder la Nouvelle-Calédonie, pour renforcer l'armée française. Son représentant en commission des finances explique pourquoi les députés LFI voteront contre les crédits militaires de 57,2 milliards d'euros : parce qu'ils sont insuffisants, malgré leur augmentation de 7 milliards, pour développer l'armée de l'impérialisme français

Les crédits de la mission Défense atteindront 66,7 milliards d'euros en 2026, ce qui représente une hausse de 11,3 %. Cette augmentation se décompose en une marche de 3,2 milliards prévue par la LPM et en une surmarche de 3,5 milliards. Je redoute que la surmarche ne serve qu'à absorber la surchauffe budgétaire du ministère plutôt qu'à développer de nouvelles capacités militaires. (Bastien Lachaud, *Compte-rendu de la commission des finances* n° 22, 5 novembre, p. 5)

Les députés LFI (Bex, Lachaud, Saintoul) réclament plus d'argent public pour l'armée.

Il s'agit de créer un nouveau programme visant à accélérer la dronisation navale... les montants ne nous semblent pas à la hauteur des besoins. (Aurélien Saintoul, p. 9-10)

Mon amendement vise à créer une ligne budgétaire nouvelle, destinée à développer un système d'alerte avancée. (Bastien Lachaud, p. 14)

Il s'agit de financer en urgence l'achat de systèmes de lance-roquettes unitaires... Il est indispensable

de posséder une capacité souveraine, ce qui suppose d'acheter des produits français. (Bastien Lachaud, p. 17)

Pour utiliser tout ce matériel, il faut aussi recruter.

Si nous ne donnons pas la possibilité de recruter davantage, nous n'atteindrons jamais l'objectif fixé par la loi de programmation militaire. (Bastien Lachaud, p. 28)

Pour cela, il faut selon LFI (en accord avec le RN) mieux garantir les pensions des militaires qui, encore plus que celles des policiers, dérogent pourtant aux règles des autres fonctionnaires.

Le gel prévu par l'actuel projet de loi de finances n'est pas acceptable, surtout de la part d'un gouvernement qui met en avant le lien armée-nation, le réarmement, le devoir de reconnaissance envers ceux qui ont servi notre pays. (Christophe Bex, p. 33)

À chaque fois, les représentants du RN expriment leur accord avec LFI et votent ses amendements. La nuance entre le militarisme du président d'une part et celui de LFI ou du RN d'autre part est que ces derniers ne veulent pas de collaboration des capitalistes français de l'armement avec ceux de l'Allemagne.

Nous proposons de réaffecter 1,2 milliard d'euros vers une ligne nouvelle dédiée au financement d'un avion du futur souverain. En effet, le projet Scaf n'avance pas et livre notre industrie aux appétits des entreprises allemandes. (Bastien Lachaud, p. 7)

Lorsque le chef d'état-major des armées appelle le 18 novembre à préparer la guerre, à « *accepter de perdre nos enfants, de souffrir économiquement* », le seul problème pour LFI c'est que « le débat » doit avoir lieu au parlement.

La France insoumise demande au président de la République, chef des armées, de rappeler publiquement à l'ordre le général Mandon et de réaffirmer que les orientations stratégiques de la France relèvent exclusivement du débat démocratique et des autorités civiles placées sous le contrôle du Parlement. (LFI, 19 novembre)

Aujourd'hui, LFI est pour augmenter « *les capacités militaires* » au-delà de ce que prévoit le gouvernement Macron-Lecornu. Demain, LFI votera les crédits de guerre dans un élan patriotique avec la bourgeoisie, pourvu qu'il y ait un bon débat à l'Assemblée !

Briser le soutien au gouvernement du parlementarisme et des journées d'action

Les partis réformistes PS, PCF et LFI demandent à la classe ouvrière de les laisser faire, ils l'enserrent dans les illusions parlementaristes, soit en lui faisant miroiter des avancées obtenues à coup d'amendements, soit en la renvoyant au vote d'une motion de censure. En

réalité, la discussion budgétaire ne changera rien à la nature profondément réactionnaire des budgets de l'État et de la Sécurité sociale. La motion de censure, nécessairement en alliance avec le RN pour être majoritaire, ne ferait qu'ouvrir grand les portes à Le Pen ou Bardella pour accéder au pouvoir.

Des dirigeants syndicaux emboîtent le pas aux partis ouvriers bourgeois, en décrétant une « *journée d'action* » le 2 décembre.

Rien n'est encore joué, car le débat budgétaire durera jusqu'à mi-décembre. C'est le moment d'amplifier nos mobilisations de la rentrée pour mettre la pression pour obtenir la justice sociale, fiscale et environnementale dans ce budget. (CGT, FSU et Solidaires, 6 novembre)

Voilà les travailleurs invités, une fois de plus, à faire pression sur les débats parlementaires. Quel est le bilan des appels aux journées d'action du 18 septembre, du 2 octobre, sinon d'avoir laissé le gouvernement développer son calendrier sans crainte alors qu'il est si affaibli ? C'est la même diversion que l'intersyndicale avait utilisée en 2023 et qui a permis la mise en application de la loi Borne contre nos retraites.

Ensemble, imposons une autre répartition des richesses, au national en mettant la pression sur le vote du budget et dans nos entreprises et services en gagnant des augmentations de salaires. (CGT, Tract pour le 2 décembre)

Les adjoints des bureaucrates apportent déjà leur soutien enthousiaste à ce dispositif.

L'occasion, pour notre camp social, de se mobiliser et de reprendre l'offensive contre les capitalistes et leur monde. (NPA-AC, 12 novembre)

Si les budgets du gouvernement passent, cela signifiera une aggravation importante de la situation des travailleurs, des étudiants, des retraités, des migrants et des sans-papiers, pendant que les crédits pour l'armée et la police seront renforcés. Pour leur barrer la route, il n'y a pas d'autre voie que la mobilisation de la classe ouvrière pour affronter le gouvernement et le vaincre, préparer la grève générale.

Unité de toutes les organisations ouvrières pour manifester à l'Assemblée nationale pour interdire le vote des budgets réactionnaire ou leur passage par ordonnances !

Certains dirigeants syndicaux appellent à la tenue d'assemblées générales. Utilisons-les pour imposer la volonté des travailleurs en faisant voter pour la rupture de toute collaboration avec le gouvernement Macron-Lecornu, pour la manifestation centrale à Paris contre le gouvernement et contre ses budgets !

22 novembre 2025

Motion d'Agir-PSL et de PSC pour la démocratie syndicale dans le SNESup-FSU

La commission administrative du SNESup-FSU décide :

Tout membre de la CA, toute section, toute tendance peut présenter à la CA une orientation, notamment par la voie de projet de motions. Le débat doit systématiquement avoir lieu sur les textes proposés et les projets doivent être soumis au vote. L'ensemble des projets soumis à la CA doit être mis, grâce au site, à disposition de tous les syndiqués. Toute candidature à une responsabilité dans le syndicat doit être soumise au vote de l'instance compétente à attribuer le mandat. L'ordre du jour de la CA est proposé par le BN. Il est discuté en début de séance, peut être amendé et il est soumis au vote.

Rejetée le 13 novembre : 8 pour, 22 contre, 8 abstentions, 1 NPPV

RÉVOLUTION COMMUNISTE

Exposer aux opprimés la vérité de leur situation, c'est leur ouvrir la voie de la révolution. Dire la vérité sur les gouvernants, c'est saper mortellement les bases de leur pouvoir. Dire la vérité sur la bureaucratie réformiste, c'est l'écraser dans la conscience des masses. Dire la vérité sur les centristes, c'est aider les ouvriers. (Trotsky, 1929)



Bimestriel du Groupe marxiste internationaliste
section française du Collectif révolution permanente

Directeur de publication : Étienne Valyi. Imprimé par le GMI



2273-8762

Abonnement : 20 euros pour 1 an (5 numéros)
Soutien ou abonnement : chèque à l'ordre de **ARTP**
Pour tout contact, soutien ou abonnement, écrire à :

ARTP
AGECA service BP
177 rue de Charonne
F-75011 PARIS

Site du CoReP en allemand, anglais, espagnol,
français, turc : revolucionpermanente.com

Site de l'EKIB/Turquie : patronsuzdunya.com

Site du GKK/Autriche : klassenkampf.net

Site du GMI/France : groupemarxiste.info

Site de l'IKC/État espagnol : lkckrlo.org

Site d'OR/Argentine : octubrerojoorg.wordpress.com

Le dessin est de Honoré, assassiné avec Cabu, Charb,
Tignous et Wolinski par des islamistes le 7 janvier 2015.

Motion contre la répression de la FSU de la Marne

Mercredi 10 septembre, à l'occasion de la journée d'action « Bloquons tout ! », 473 personnes ont été interpellées par la police de Macron-Retailleau, parmi lesquelles 339 ont été envoyées en garde à vue à l'échelle nationale. Le gouvernement cherche à criminaliser la résistance à l'austérité, au militarisme, au génocide à Gaza...

À Reims en particulier, à l'appel de la mobilisation par les syndicats étudiants, 11 personnes ont été arrêtées, dont six étudiants qui ont dû payer 300 euros d'amende pour avoir tenté de bloquer l'entrée d'un bâtiment sur le campus.

L'un d'eux a passé 41 heures en garde à vue pour avoir caché son visage avec un keffieh et pour avoir refusé de donner son identité, ce qui est un réflexe bien naturel pour un militant cherchant à se protéger. Cela lui a également coûté six mois d'interdiction de manifestation à Reims, et un procès le 10 mars 2026.

Face à une telle criminalisation du mouvement ouvrier et des organisations qui lui sont liées, et en particulier de la jeunesse, la FSU se prononce sans ambiguïté pour la liberté de manifestation, contre les violences policières, contre la présence des policiers dans les universités.

Nous appelons toutes les organisations étudiantes et du mouvement ouvrier (syndicats, partis, groupes...) à organiser avec nous la défense des lieux d'études, de travail, des rues, des manifestations, et des assemblées générales.

Dès maintenant, nous décidons de prendre en charge la défense des camarades, leur assurer le soutien d'un avocat si nécessaire, lancer une caisse de solidarité et mobiliser les travailleurs et la jeunesse afin de protester contre cette arrestation insensée et contre un procès de criminalisation des luttes. Nous nous adressons à toutes les organisations de jeunesse et du mouvement ouvrier avec les organisations de défense des libertés (LDH...) à s'associer immédiatement à cette campagne.

Nous nous adressons à la direction nationale de la FSU pour qu'elle assure tout son soutien et répercute cette position auprès des directions nationales des autres syndicats.

23 septembre 2025
CDFS FSU 51

Contre l'oppression capitaliste et cléricale, le budget militariste et antisocial, nous luttons pour nos droits !

Halte au massacre

Depuis le début de l'année 2025, 144 femmes ont été assassinées en raison de leur genre, en France et dans les territoires colonisés. Chaque jour plus de trois femmes sont victimes de féminicide ou de tentative de féminicide conjugal, toutes les deux minutes une femme est victime de viol ou de tentative de viol. Les agresseurs avaient presque tous un lien de parenté ou de proximité avec les suppliciées, ce qui est conforme aux statistiques : dans 91 % des cas, les femmes connaissent leur bourreau. Les deux policiers qui ont violé une femme placée en garde à vue au tribunal de Bobigny le 28 septembre sont donc des tortionnaires non ordinaires.

En moyenne chaque année, 700 femmes font une tentative de suicide pour échapper aux violences conjugales ou familiales et 200 en meurent. Le suicide forcé a fait l'objet d'une loi adoptée en 2020 (qui ne le qualifie cependant pas de meurtre). Depuis son entrée en vigueur, une vingtaine de condamnations ont été prononcées au total. La moitié des assassinées avaient déjà signalé des brutalités sans obtenir protection. 86 % des plaintes pour violences sexuelles, 72 % des plaintes pour viols sont classées sans suite pour « insuffisance de preuves » (Institut des politiques publiques, 3 avril 2024). De plus, nombre de femmes, lucidement, ne se risquent pas à passer la porte des commissariats, toutes celles que la république bourgeoise prive de papiers, laisse dormir dans la rue... Médecins de ville, hospitaliers, agents de services publics, personnels et bénévoles des associations féministes... devraient pouvoir recueillir ces plaintes et simplifier les démarches des victimes.

L'austérité contre la protection des femmes

En 2024, le numéro d'urgence 3919 a enregistré plus de 100 000 appels. Le gouvernement vante comme un progrès son ouverture 24 heures sur 24, ce qui nécessite plus de moyens humains et financiers, alors qu'il a refusé d'en augmenter le budget, rendant par là impossible d'améliorer le taux de réponse aux appels au secours. Très officiellement, il trouve d'ailleurs acceptable de ne pas fixer l'objectif de 100 %...

L'enquête *Ne fermons pas la porte*, publiée le 27 août par la Fondation des femmes, révèle une baisse drastique des subventions pour les associations de lutte contre les violences sexistes, entre 15 % et 25 % de leur budget. Par exemple, le Planning familial qui vient en aide à 500 000 femmes chaque année a vu son financement en Pays de Loire (LR, Horizons) totalement supprimé ; dans le Nord (LR), il lance un appel aux dons tant la situation est critique. Le budget de l'État couvre 8 % des besoins dans l'estimation la plus basse, la lutte

contre les violences sexistes compte pour 0,04 % du budget global. Par contre, des milliards sont dispensés pour être « prêt à accepter de perdre ses enfants » comme l'a dit le chef d'état-major le 18 novembre, parlant évidemment des enfants des exploités et des opprimés, les puissants, riches et gradés ayant toujours les moyens étatiques d'abriter les leurs.

Non à la remise en cause de nos droits !

Comme les maternités publiques ont vu leur nombre divisé par deux, les centres d'orthogénie qui y étaient adossés ont disparu et 45 hôpitaux pratiquant l'IVG ont été supprimés. Voilà qui explique pourquoi Macron et ses alliés ont voulu inscrire dans la constitution « la liberté » (décision individuelle) d'avorter mais pas « le droit » à l'IVG qui impliquerait que l'État donne les moyens de l'exercer effectivement.

Toutes les violences faites aux femmes témoignent dramatiquement du sort général qui leur est réservé dans la société inégalitaire dans laquelle nous vivons : moins bien payées, soumises aux emplois à temps partiel, elles sont souvent dans l'incapacité de fuir le lieu des violences parce qu'elles n'ont pas les moyens de se loger ailleurs. La loi du capital expulse des familles pour loyer impayé mais laisse les victimes à la merci des agresseurs ; les hébergements d'urgence ne couvrent que 16 % des besoins. Exigeons que les femmes violentées gardent leur domicile ! Le maltraitant, dehors !

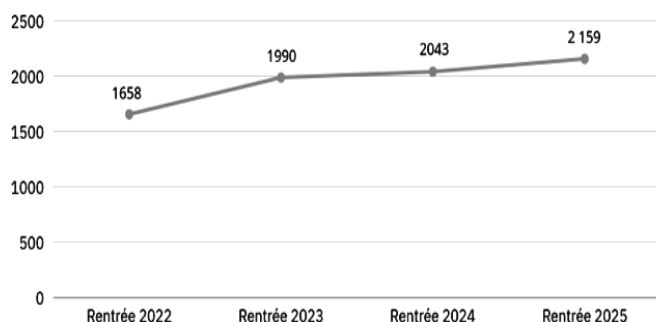
Pour combattre efficacement les agressions sexistes, dans les syndicats, dans les associations, les militantes et les militants doivent apprendre à protéger et à se protéger, s'éduquer et éduquer à l'autodéfense.

Avec l'accroissement des budgets militaires, la virilité toxique trouve un terrain favorable et tous les opprimés en font les frais, à commencer par les femmes, les homosexuel(le)s ou les trans. À bas le budget qui étouffe l'école publique de la maternelle à l'université, où doit se vivre et s'apprendre l'égalité entre les filles et les garçons, le respect de chacun et de chacune ! À bas le budget qui octroie 12 milliards de fonds publics aux établissements confessionnels professant leur idéologie arriérée et patriarcale, qui finance ces champions des violences sexuelles et physiques contre les enfants ! À bas le budget qui renforce l'austérité au mépris des missions de soins et d'accueil de l'hôpital public, qui maintient la loi Macron-Borne au détriment du montant des pensions des femmes (40 % de moins que les hommes) et de leur âge réel de départ pour éviter les décotes (67 ans) !

20 novembre 2025

Femmes et familles sans-abri en danger

Evolution du nombre d'enfants (-18 ans) en demande non pourvue au 115 (DNP)



Des enfants à la rue

Quelques jours avant la rentrée scolaire de septembre 2025, en France, 2 150 enfants étaient sans solution d'hébergement après un appel au 115, soit une augmentation de 30 % par rapport à 2022 (selon le Fonds des Nations unies pour l'enfance et la Fédération des acteurs de la solidarité).

Ces enfants parfois scolarisés passent leurs nuits dans la rue, des hôtels insalubres, des gymnases, des églises, des tentes... Ne sont pas comptabilisés les enfants vivant dans des squats, des bidonvilles ou dont les familles n'ont pas pu joindre le 115.

Chaque soir, environ 3 000 femmes et 3 000 enfants passent la nuit dans la rue. Parmi les demandes d'hébergement non pourvues, 60 % concernent des familles et parmi celles-ci, 1 400 concernent des femmes seules avec enfant(s).

Si la majorité est hébergée dans des accueils d'urgence, les femmes sans domicile subissent des violences physiques et sexuelles qui s'ajoutent à celles qu'elles ont souvent vécues dans leur enfance, dans leur foyer ou au cours de leur parcours migratoire. Au bout d'un an passé à la rue, presque toutes ont subi au moins un viol.

Malgré les promesses répétées des gouvernements successifs, la situation s'aggrave année après année ; le nombre d'enfants sans solution a augmenté de 30 % depuis 2022, année où le gouvernement s'était engagé à atteindre l'objectif « Zéro enfant à la rue ».

En 2024, le Collectif des morts de la rue a recensé plus de 900 décès de personnes sans domicile fixe, parmi elles, 31 enfants. Pourtant l'accueil inconditionnel est inscrit dans le code de l'action sociale (article législatif de 2014) et c'est l'État qui a la charge d'assurer à toute personne sans abri et en situation de détresse médicale, psychique ou sociale un hébergement d'urgence.

350 000 sans domicile fixe

Chaque jour, en Ile de France, près de 2 000 demandes d'hébergement d'urgence sont non pourvues dont près de 1 000 à Paris. C'est deux fois plus qu'il y a 10 ans. Les

causes sont la paupérisation, la discrimination (baptisée officiellement « politique de l'immigration ») et le manque de logements sociaux. Faute de places, la préfecture de Paris restreint l'accès aux femmes enceintes de plus de 6 mois ou à celles avec un bébé de moins de 3 mois. Bon nombre de femmes sont maintenues dans des centres d'hébergement parce qu'elles ne peuvent postuler à un logement en l'absence de titre de séjour régulier.

La préfecture de la Marne a récemment privé 200 familles hébergées dans les structures d'urgence d'un bon alimentaire de 4 euros par jour.

Comme l'État bourgeois exempte largement le grand capital de l'impôt et que la priorité des dépenses publiques va à l'armée et à la police, il tente d'opposer les « riches » aux « pauvres » des HLM !

En février, 40 associations ont attaqué l'État en justice pour non-assistance à personnes mal logées. Elles demandent un plan national de sortie de rue, incluant la création urgente de logements sociaux adaptés aux besoins des enfants et des familles.

En aout, 350 migrants sans abri, dont de nombreux enfants, ont dormi six nuits d'affilée devant l'Hôtel de ville de Paris, à l'initiative de l'association Utopia 56. Ils ont été évacués par la police au bout de 6 jours et envoyés dans différentes villes de France.

Environ 200 personnes se sont rassemblées le 3 novembre devant la préfecture de Montpellier pour réclamer un hébergement d'urgence après l'expulsion d'un squat, quelques jours avant la trêve hivernale, laissant une dizaine de familles, dont 15 enfants, sans solution.

Des logements salubres pour tous !

Selon l'INSEE, hors Mayotte, plus de 3 millions de logements sont vides. Des zones et des bâtiments industriels (l'usine DMC de Mulhouse), militaires (la base aérienne 112 de Reims), ecclésiastiques... sont vacants. D'après la cellule investigation de Radio France, « *le diocèse de Paris dispose de près de 700 millions d'euros de biens immobiliers qui n'apparaissent pas dans ses comptes* ». Même si ces logements ne sont pas tous dans les grandes villes, il y a de quoi loger une large majorité des sans-abris !

La question du logement ne peut être laissée aux organismes caritatifs, mais doit être prise en charge par le mouvement ouvrier :

- Abrogation de toutes les lois discriminatoires ! Des papiers pour toutes et tous !
- Interdiction de toutes les expulsions de familles de travailleurs !

- Gel de tous les loyers au niveau le plus bas des 20 dernières années !
- Réquisition des logements pour ne laisser personne dehors !
- Municipalisation de tous les terrains urbains !
- Sanctions pénales pour les maires qui refusent de construire des logements sociaux !
- Expropriation sans indemnité de tous les logements aux mains des sociétés immobilières et des grands propriétaires et intégration de ceux-ci dans le parc social locatif public, à des prix adaptés au revenu familial !
- Incorporation au parc public de tout logement vide depuis plus de deux ans !
- Plan d'urgence de construction de logements sociaux de qualité, biens desservis et bon marché pour garantir un logement digne à toute la population !

9 novembre 2025

RÉUNION PUBLIQUE
UNITAIRE EN DÉNESE
DES KURDES
VIENNE (AUTRICHE)
10 NOVEMBRE

**Nach der
"Selbstentwaffnung" der PKK**

**Für die
TÜRKEI
permanente
Revolution in
SYRIEN
Kurdistan! IRAK**

**Gemeinsame
Diskussionsveranstaltung**

**mit Videozuschaltung von
Genoss*innen in Kurdistan**

Montag, 10. November 2025, 19:00 Uhr
WUK, Währingerstraße 59, 1090 Wien
AKN-Raum (im Hof rechts, Gebäude F)

Gruppe **KLASSENKAMPF** **REVOLUTION** **ARBEITER*INNEN
STANDPUNKT**

Cahiers révolution communiste

- n° 40, CoReP, Manifeste, 2024
n° 39 GMI, *Leçons d'Iran*, 2023
n° 38 Lénine, Trotsky, *De l'Ukraine*, 1917-1939
n° 37 Worontzoff, *La conception de la presse chez Lénine*, 1975
n° 36 GMI, *Pour combattre l'oppression des femmes*, 2024
n° 35 Just, *Le Front populaire 1935-1938*, 1977
n° 34 Corte, *Les fronts populaires avant 1935*, 1977
n° 33 Schoenman, *L'histoire cachée du sionisme*, 1988
n° 32 GMI, *Le mouvement en défense des retraites*, 2023
n° 31 GMI, *La Chine impérialiste*, 2021
n° 30 Denis, *Lénine et l'émancipation des femmes*, 1976
n° 29 Slaughter, *Lénine sur la dialectique*, 1963
n° 28 GMI, *La révolution hongroise de 1956*, 2016
n° 27 GMI, *La république des conseils de Hongrie de 1919*, 2019
n° 26 GMI, *Les marxistes et l'écologie*, 2021
n° 25 AIT, *La guerre civile en France*, 1871
n° 24 Luxemburg, *La grève générale en Belgique*, 1902-1913
n° 23 Lukács, *Lénine*, 1924
n° 22 CoReP, *Pour les États-Unis socialistes d'Europe*, 2005-2019
n° 21 Trotsky, *La grève générale en France*, 1936
n° 20 Trotsky, *Contre le Front populaire*, 1935
n° 19 Trotsky, *Face à la menace fasciste en France*, 1934
n° 18 CoReP, *Plateforme internationale*, 2017
n° 17 GMI, *Programme*, 2017
n° 16 GMI, *La mobilisation contre la loi travail*, 2016
n° 5 QI, *Programme*, 1938
3 euros auprès des militants ou 5 euros par la poste à l'ARTP (voir ci-dessous)

rejoins les communistes révolutionnaires ! groupemarxiste.info

REVOLUTION COMMUNISTE
Groupe marxiste internationaliste - Collectif révolutionnaire permanent en France

Dirigeants syndicaux, assez de concubines avec Lecom
Grève générale !

**AUCUNE
GRÈVE GÉNÉRALE**

Contre tout gouvernement bourgeois, gouvernement des travailleurs ! p. 2
Kamran, le RANQ contre l'assaut de la droite p. 5
La remise en cause du travail par les patrons p. 6
Rassemblement p. 8
Nous défendons nos centres de rétention p. 9
Hôte au génocide à Gaza ! p. 10
La capitale mondiale humanitaire à la catastrophe p. 10
Le « concours international » du travail p. 10
Le mouvement de la jeunesse en Sicile p. 20
L'effort des années du PMS p. 22
Le soulèvement de la jeunesse du Mali p. 25
Quand Trump reçoit Poutine p. 27
ABC du marxisme : République p. 28

10 euros

REVOLUTION COMMUNISTE
Groupe marxiste internationaliste - Collectif révolutionnaire permanent en France

Formons des comités de
préparation de la grève générale
jusqu'au retrait du plan Bayrou !

A bas le projet de budget de Bayrou ! p. 2
LR et RH contre la santé publique et l'environnement p. 6
Enseignement primaire, arrêter nos revendications ! p. 7
Congrès du SNEap-FSU p. 8
La conception dans l'enseignement supérieur p. 10
Déclaration internationale en défense de l'Iran p. 14
Affrontement sur le trail US-Mexico p. 15
Le programme fasciste de Toni Pacheco p. 19
Grèves blanches à Panama p. 21
LD, solidarité de gauche p. 24
Pour arrêter Israël, boycott des armes ! p. 28

10 euros

Abonnement : pour 5 numéros de *Révolution communiste*
envoyer 20 euros (ou plus en mentionnant « soutien »)
à l'ordre de ARTP à l'adresse postale :

ARTP / AGECA service BP
177 rue de Charonne / 75011 PARIS FRANCE

NOM Prénom

Adresse

Code postal Ville.....

Courriel.....@.....

Le gouvernement veut faire payer les étudiants

Les étudiants coutent trop cher. Ils doivent payer la privatisation de l'université. Il faut plus de sélection. Il faut moins de bourses, poursuivre la fusion des bourses et des APL et donc à terme terminer de liquider les CROUS. Voilà ce que dit un rapport du Sénat datant du 25 octobre coécrit par LR, l'Union centriste et le PS. Déjà, un rapport (de l'Inspection générale de l'éducation, du sport et de la recherche et de l'Inspection générale des finances, janvier 2025) projetait d'augmenter les frais d'inscription à hauteur de ceux des étudiants étrangers hors UE (2 850 euros en licence, 3 879 euros en master). Les dirigeants du SNESup-FSU confirment que ces mesures sont dans les cartons du ministère... mais ne lancent aucune campagne. Pendant ce temps, les étudiants étrangers sont à nouveau attaqués. Ils ont un droit restreint aux bourses, sont discriminés pour les logements, 41 % d'entre eux ne peuvent subvenir à leurs besoins, une proportion croissante d'entre eux paient des frais d'inscription exorbitants... Et maintenant, le gouvernement, avec l'appui de LR et du RN, veut faire passer dans le budget la suppression des APL pour les étrangers. 300 000 étudiants seraient ainsi exclus de ce droit. Comme le prouve le coup des frais d'inscription, les étudiants étrangers servent de boucs émissaires aux difficultés de l'enseignement public, avant que l'attaque soit étendue à tous. C'est la sélection par l'argent.

La bourgeoisie française refuse de payer des impôts. L'État bourgeois économise donc sur la santé et la formation, au détriment du droit des enfants d'ouvriers, de paysans, d'employés de faire des études supérieures. Pour eux, les boulots précaires, le chômage, les annonces de recrutement dans la police ou l'armée !

Les partis réformistes (LFI, PS, PCF) font croire que par une bataille d'amendements à l'Assemblée nationale, par des pétitions, ils pourront faire retirer la suppression des APL aux étudiants étrangers. Ils font croire que par les élections, les étudiants pourraient gagner la gratuité à l'université, l'allocation universelle d'autonomie. Mensonges ! Les mêmes veulent augmenter encore plus le budget militaire, renforcer l'armée et la police. Le 5 novembre, en commission des finances de l'Assemblée, le rapporteur (LFI) de la commission de défense a expliqué que les crédits militaires étaient insuffisants pour « développer de nouvelles capacités militaires » (Bastien Lachaud, *Compte-rendu* n° 22, p. 5).

Lorsque le chef d'état-major des armées appelle le 18 novembre à préparer la guerre, à « accepter de perdre nos enfants, de souffrir économiquement », le seul problème pour LFI c'est que « le débat » doit avoir lieu au parlement.

La France insoumise demande au président de la République de rappeler à l'ordre le général Mandon et de réaffirmer que les orientations stratégiques de la France relèvent exclusivement des autorités civiles placées sous le contrôle du Parlement. (LFI, 19 novembre)

Les petits pontes des multiples syndicats étudiants suivent les grands des syndicats ouvriers et appellent à la journée d'action décrétée par les chefs de la CGT, des SUD et de la FSU le 2 décembre. Ceux-là discutent dans les conseils de cogestion (CA, CFVU...), dans le CNESER, de l'application de toutes les « réformes », de toutes les économies. Ni le parlement à majorité de partis bourgeois, ni les conseils de cogestion qui appliquent déjà les énormes frais d'inscription pour les étudiants étrangers ne satisferont les revendications. Assez de concertations, assez de collaboration ! Ce gouvernement est notre ennemi : les syndicats des travailleurs de l'université, des CROUS et étudiants doivent sortir de toutes les instances de participation (CNESER, CA d'université...) pour l'isoler.

Les étudiants, avec les travailleurs de l'enseignement supérieur et des CROUS, doivent affronter et balayer le gouvernement Macron-Lecornu :

- Aucune suppression d'APL pour les étudiants étrangers ! Retrait des projets de budget ! Abrogation du dispositif xénophobe « Bienvenue en France » !
- Gratuité des études ! Suppression de la CVEC ! Accès pour tous ! Abrogation de toutes les lois de sélection ! Entreprises privées, hors de nos facs ! Abrogation de toutes les lois de privatisation !
- Défense des CROUS ! Aucun service du CROUS assuré par des entreprises privées ! Repas gratuits pour tous dans tous les restos U matin, midi et soir en quantité et qualité suffisantes ! Logements universitaires gratuits sous l'égide unique des CROUS ! Expropriation immédiate de toutes les résidences universitaires privées !

Étudiants, dans les syndicats et dans les assemblées générales, organisons-nous, décidons par nous-mêmes ! Face aux flics et aux nervis fascistes dans les facs, assez de répression, comités d'autodéfense ! Ne restons pas isolés, centralisons-nous dans la coordination nationale étudiante élue et révocable ! Préparons avec les travailleurs des facs et des CROUS le combat contre le gouvernement, la grève générale jusqu'à satisfaction ! Interdisons l'adoption des projets de budgets par une manifestation centrale à l'Assemblée nationale !

Le capitalisme c'est déjà la guerre, la destruction de l'environnement, la précarité et la pauvreté pour la majorité des jeunes. Plus de barbarie, voilà ce qu'il promet. Organisons-nous avec les travailleurs pour renverser ce vieux monde. Pour préparer la révolution, construisons l'organisation nationale et internationale des jeunes communistes internationalistes !

19 novembre 2025

LFI : apologie de l'État bourgeois et soutien aux marchands d'armes français

« La révolution citoyenne »

La France insoumise ne veut pas renverser le capitalisme mais évincer une « oligarchie ». Elle ne prépare pas une révolution sociale internationale menée par la classe ouvrière pour renverser le capitalisme mondial, mais propose une « révolution citoyenne » du « peuple » français contre un vague « système ».

Notre mouvement a été pensé pour être l'outil du peuple et de sa révolution citoyenne. À l'aune de la situation politique et loin des tentatives de résurrection des formes dépassées, c'est plus que jamais ce qu'il doit être. (LFI, La France insoumise, outil au service du peuple et de sa révolution citoyenne, 22 juin 2019)

La France insoumise ne veut pas renverser le capitalisme mais évincer une « oligarchie ».

C'est la finance qui menace de mort le système mondial... Mon ennemi, c'est l'oligarchie. (Jean-Luc Mélenchon, L'Obs, 28 avril 2016)

Elle ne prépare pas une révolution sociale internationale menée par la classe ouvrière pour renverser le capitalisme mondial, mais propose une « révolution citoyenne » du « peuple » français contre un vague « système » qui serait aux mains d'une « oligarchie », une « caste » de la « finance ».

Mélenchon ne fait que reprendre le vieux mélange de républicanisme et de chauvinisme qui servait d'idéologie au Parti radical et à la franc-maçonnerie durant la 3^e république.

Les ouvriers français ne doivent pas se laisser entraîner par les souvenirs nationaux de 1792... Ils n'ont pas à recommencer le passé mais à édifier l'avenir. (Karl Marx, Adresse de l'Association internationale des travailleurs, 9 septembre 1870)

Le terme « citoyens » avait un sens révolutionnaire... voici 230 ans. Mélenchon se prend pour Robespierre, mais les Jacobins avaient changé la face du monde en s'appuyant sur le peuple en armes, alors que l'ancien sénateur PS et ancien ministre de Jospin ne propose que des bulletins de vote dans le cadre de la 5^e république gaulliste.

« Le peuple », « le pays », « la France », « la Nation »

La patriotisme présentait un aspect progressiste quand il se dressait contre la dynastie des Bourbons et contre les armées contrerévolutionnaires des monarchies européennes. Aujourd'hui, alors que le capitalisme décadent ravive les frontières (politiques contre les migrations, mesures protectionnistes), le patriotisme

français est totalement réactionnaire. Le mythe de la patrie sert à masquer la réalité de la lutte des classes.

Vers la fin du 19^e siècle, l'État bourgeois avec ses armées et ses barrières douanières est devenu le plus grand frein au développement des forces productives qui exigent une arène plus vaste. Un socialiste qui se prononce aujourd'hui pour la défense de la « patrie » joue le même rôle réactionnaire que les paysans de Vendée qui se précipitèrent à la défense du régime féodal, c'est-à-dire de leurs propres chaînes. (Léon Trotsky, La Guerre impérialiste et la révolution prolétarienne mondiale, 1940)

Comme le RN, jamais LFI ne parle des classes. Elles sont dissoutes dans « le peuple » et rien n'est plus haut que « le pays », « la France ».

L'urgence de travailler avec un pouvoir légitime à la lutte contre le déclassement de la France. (Jean-Luc Mélenchon, Le Blog, 10 octobre)

Depuis 1914 pour le PS, 1934 pour le PCF, sa naissance pour LFI, les partis « réformistes » embrassent le chauvinisme et tendent la main aux partis bourgeois (« union nationale », « front populaire », « union de la gauche », « front républicain », etc.).

« L'accord de Nouméa ratifié par tous les Français »

Comme les partis politiques de la bourgeoisie, les partis sociaux-impérialistes reconnaissent Israël et la légitimité de la colonisation sioniste de la Palestine. Comme les partis politiques de la bourgeoisie, ils veulent conserver les miettes de l'empire colonial français.

La France est présente sur cinq continents et dans tous les océans. Elle possède ainsi le deuxième domaine maritime mondial. Ces territoires ont tous les atouts pour être des avant-postes de la bifurcation écologique et du progrès humain. Ils pourraient être les points d'appui d'une diplomatie altermondialiste et de l'influence française. (LFI, Faire des Outre-mer des avant-postes du progrès humain, 2017)

Ainsi s'explique que LFI, tout en bavardant sur la « décolonisation de la Nouvelle-Calédonie » toujours remise à plus tard, soutient à fond les accords entre nationalistes bourgeois kanaks et partis colonialistes français sous Mitterrand-Rocard (Matignon, 1988) et sous Chirac-Jospin (Nouméa, 1998).

Les accords de Matignon signés en juin 1988 ont manifesté la volonté des habitants de Nouvelle-Calédonie de tourner la page de la violence et du



MÉLENCHON ET SERGE DASSAULT, SALON DU BOURGET, 23 JUIN 2017

mépris pour écrire ensemble des pages de paix, de solidarité et de prospérité. Dix ans plus tard, il convient d'ouvrir une nouvelle étape, marquée par la pleine reconnaissance de l'identité kanake, préalable à la refondation d'un contrat social entre toutes les communautés qui vivent en Nouvelle-Calédonie, et par un partage de souveraineté avec la France, sur la voie de la pleine souveraineté. (Accord sur la Nouvelle-Calédonie, 5 mai 1998)

En réalité, tout en ménageant une place aux chefs tribaux et aux capitalistes kanaks, l'accord de Nouméa permettait de maintenir la Kanaky dans l'orbite de l'impérialisme français, en éclatant le territoire en trois provinces. LFI participe à cette escroquerie.

Peuple kanak... Européens et Magrébins victimes de l'histoire... Wallisiens présents en nombre, doivent trouver leur code de vie commune ensemble autour des deux composantes fondamentales de l'accord de Nouméa ratifié par tous les Français. (Jean-Luc Mélenchon, Le Blog, 14 mai 2024)

« Tous les Français » seraient d'accord pour conserver à la bourgeoisie française une position stratégique en Océanie ? Depuis quand le sort d'une colonie doit-il dépendre d'un consensus avec les partis bourgeois de l'État colonial ?

De même que le PS et le PCF, LFI se garde de se prononcer pour l'indépendance pure et simple de la Kanaky. Par contre, elle défend « l'indépendance de la France » puisque le seul impérialisme qu'elle dénonce est celui des États-Unis ou de l'Allemagne.

« Soutien à Dassault »

Si l'État impérialiste français veut peser dans le monde, il doit forcément augmenter ses dépenses militaires, sinon il ne sera plus en capacité de défendre les intérêts de sa bourgeoisie, sa place d'impérialisme. Cela implique de réduire les autres dépenses publiques, de tailler dans les dépenses sociales, tout en défendant les groupes français de l'armement. Là-dessus, il y a unanimité des partis représentés au parlement (du RN à LFI).

Soutien à Dassault dans le refus de se mettre à disposition de l'Allemagne pour produire l'avion du futur.

Aucun accord industriel avec ce voisin ne fonctionne jamais. Priorité à l'indépendance et à la souveraineté pour se défendre. (Jean-Luc Mélenchon, X, 25 septembre)

Le même, alors sénateur du PS, manifestait déjà pas mal d'indulgence pour Dassault père en novembre 2004.

Quand se pose au Sénat la question de la compatibilité du mandat sénatorial de Dassault avec ses fonctions d'industriel bénéficiant des commandes de l'État... qui s'est abstenu ? Jean-Luc Mélenchon ! (Lilian Alemagna & Stéphane Allières, Mélenchon le plébéien, Laffont, 2012, p. 174)

Ni le PS, ni le PCF, ni LFI ne veulent supprimer les dépenses militaires, pas plus qu'ils n'entendent annuler la dette publique envers « l'oligarchie ».

« Le montant de la dette n'a pas d'importance »

Quand Bayrou disait que la France risquait d'être mise sous tutelle du FMI, c'était pour effrayer, il n'en est pas question pour une puissance impérialiste. Pour autant, cela ne donne pas raison à Mélenchon quand il prétend que la dette publique n'a pas d'importance.

Le montant de la dette n'a pas d'importance il ne faut prendre en compte que les intérêts. Or les intérêts ne représentent que 2 % du PIB. (Jean-Luc Mélenchon, Le Blog, 18 septembre)

Même en ne prenant en compte que les taux, ils augmentent. Et il existe un lien entre dette et intérêt. Comme pour une entreprise, plus la dette d'un État est importante—fin 2025, la dette publique dépassera 3 400 milliards d'euros, soit 115 % du PIB—, plus l'intérêt qu'il doit acquitter est élevé. À cause de l'incertitude politique propre à la France, l'intérêt monte depuis plusieurs mois. Bref, le taux des emprunts de l'État français frôle désormais 3,6 % l'an, dépassant même celui de l'italien ou du grec.

En général, pour un État, c'est un handicap que la dette publique grossisse pendant la phase d'expansion du capitalisme national, c'est le cas pour les États-Unis, l'Italie, le Royaume-Uni, la France... Si une crise économique survient, et elle est inévitable, cela diminue ses possibilités de déficit. Voilà pourquoi la dette publique française inquiète réellement la classe dominante, ses partis et ses économistes.

« L'État a été appauvri »

Pour LFI, le PCF, les NPA, etc. l'austérité budgétaire est uniquement due au « libéralisme », à la volonté de privatiser pour assurer des profits aux entreprises privées qui prennent la place des administrations publiques.

Les libéraux ont volontairement appauvri l'État pour justifier leur destruction des services publics au bénéfice du secteur privé. (Jean-Luc Mélenchon, *Le Blog*, 18 septembre)

L'État bourgeois n'a pas été appauvri. C'est voir la question par le petit bout de la lorgnette. La question des « services publics » n'est pas une question « idéologique ». Elle est économique, sociale et politique, car il s'agit de la répartition des revenus entre salaire global et profit global dans un pays donné.

Les attaques récurrentes n'ont pas pour axe d'assurer la fortune de groupes, de mutuelles, de fonds de pension, d'universités privées ou de cliniques privées, mais de faire baisser la valeur globale de la force de travail. Il s'agit du rapport entre capital et travail. Les profits des entreprises privées qui occupent la place sont une conséquence, ils sont annexes.

En outre, les dépenses sociales (santé, éducation, HLM...) posent aux capitalistes un problème en termes de compétitivité. Dans le contexte de la montée mondiale du militarisme, les dépenses sociales, comme celles consacrées à l'environnement, deviennent moins tolérables pour les bourgeoisies rivales.

« La dette a enrichi la France »

D'ailleurs, pour Mélenchon, pas question de distinguer les concessions sociales de l'État bourgeois et le cœur répressif de l'État bourgeois : « *la dette a enrichi la France* » (18 septembre).

La dette publique, en d'autres termes l'aliénation de l'État, qu'il soit despotique, constitutionnel ou républicain, marque de son empreinte l'ère capitaliste... Il n'y a donc pas à s'étonner de la doctrine moderne que plus un peuple s'endette, plus il s'enrichit. Le crédit public, voilà le crédo du capital. (Karl Marx, *Le Capital*, I, 1867-1872, ch. 31)

Peu importe à Mélenchon que les « traitements » soient versés par l'État à des matons, des soudards et des flics (de plus en plus nombreux) ou à des assistantes sociales, des soignants des hôpitaux et des enseignants du public.

Le raisonnement est qu'il faut soutenir la demande. Selon les conceptions qui reposent sur la demande (type Keynes), les soldes, les primes et les pensions de retraites des policiers et de militaires financent de la « consommation » et la « consommation est un propulseur économique » (Mélenchon le blog, 18 septembre).

L'investissement est l'autre « propulseur » de l'économie. Pour Mélenchon, tout investissement public est aussi positif que toute consommation publique.

90 % du montant de la dette publique équivalent à des fins d'investissement public. (Jean-Luc Mélenchon, *Le Blog*, 18 septembre)

Or, dans « l'investissement public » de tous les États impérialistes, une part grandissante va aux dépenses d'ar-

mements. Les achats de logiciels militaires et d'armes sont classés par l'INSEE depuis 2008 dans l'investissement (FBCF des APU), même si elles ne servent à rien de productif, seulement à détruire.

Le processus d'accumulation du capital ne dépend pas de la demande globale, mais est guidé avant tout par la rentabilité du capital. Pour la garantir, il faut que le travail reste soumis au capital : par l'appropriation privée des moyens de production, par l'idéologie dominante (le nationalisme, la prétendue neutralité de l'État, le pacifisme pour les masses, le patriarcat, la religion...) et par la répression (étatique, voire fasciste).

Le capital ne sort pas des crises économiques en satisfaisant les besoins des masses, en réduisant l'exploitation, mais en l'augmentant.

La raison pour laquelle les États bourgeois préfèrent la police à la santé, l'armée à l'éducation, les prisons à l'environnement reste un mystère pour tous les partis « réformistes ». Pour les communistes, la réponse est simple : l'appareil armé est le cœur de l'État bourgeois, car il sert à la fois au maintien de l'ordre à l'intérieur et d'atout de dissuasion ou de persuasion à l'extérieur.

« La présidentielle », « expression de la volonté du peuple »

Assez de la monarchie présidentielle, passons à la 6^e république ! (Jean-Luc Mélenchon, *France 2*, 11 septembre)

Le diagnostic n'est pas faux. En effet, le président de la 5^e république bourgeoise a presque autant de pouvoir que celui de la 2^e.

Le président a tous les attributs de la puissance royale, le droit de nommer ses ministres... le commandement de toutes les forces armées du pays... Il a l'initiative et la direction de toutes les négociations avec l'étranger. (Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1852, ch. 2)

Par contre, la solution de LFI est douteuse car il faut successivement obtenir la démission de Macron, élire à sa place Mélenchon, modifier la constitution. Le défaut de la 5^e république, selon Mélenchon, est qu'elle était respectée par l'admirable général de Gaulle mais que le méprisable Macron, au contraire, fait mauvais usage des « pouvoirs du président ».

L'importance des pouvoirs qu'il a, interdit à un président de les exercer sans limite comme l'a montré le départ du Général de Gaulle... Mais la cinquième république ne donne aucun recours contre un président qui bloque sciemment la démocratie dont il est censé être le garant. (Jean-Luc Mélenchon, *Le Blog*, 10 octobre)

Le même pouvoir présidentiel, dans les mains de Mélenchon, redeviendrait miraculeusement démocratique.

La présidentielle permettrait l'expression de la volonté du peuple de la façon la moins déformée dans le cadre actuel puisque qu'elle a la France entière pour circonscription unique au lieu de 577 duels. (Jean-Luc Mélenchon, *Le Blog*, 10 octobre)

Si l'élection d'un président est « l'expression du peuple la moins déformée », Mélenchon donne raison au coup de Louis Bonaparte, le président de la 2^e république qui fit disperser par l'armée l'Assemblée nationale.

L'Assemblée a essayé d'attenter à l'autorité que je tiens de la nation entière. (Louis-Napoléon Bonaparte, *Proclamation du président de la république à l'armée*, 2 décembre 1851)

Par essence, dans toute constitution, la fonction d'un « chef d'État » est conservatrice. Une présidence sert toujours à contrebalancer le pouvoir parlementaire.

La division du pouvoir américain permet au pouvoir de l'exécutif présidentiel, qui assure certaines prérogatives d'un monarque, de l'emporter sur le pouvoir législatif. (George Novack, *Democracy and Revolution*, 1971, ch. 7)

La nature antidémocratique persiste, que la charge soit héréditaire (Espagne), que le chef d'État ou la cheffe d'État soit élue au suffrage universel indirect (Etats-Unis) ou bien au suffrage direct (France).

La constitution se détruit encore une fois elle-même en faisant élire le président au suffrage direct par tous les Français. Tandis que les suffrages de la France se dispersent sur les 750 membres de l'Assemblée nationale, ils se concentrent ici, par contre, sur un seul individu. Alors que chaque député ne représente que tel ou tel parti, telle ou telle ville... il est, lui, l' élu de la nation... Il a en face d'elle une sorte de droit divin. Il est, par la grâce du peuple. (Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1852, ch. 2)

Le meilleur moyen d'en finir avec la « monarchie présidentielle » est de supprimer la présidence elle-même et tous ses pouvoirs, au lieu de se fier à un sauveur suprême qui les exercerait pour le plus grand bien du « peuple », promis, juré !

« La victoire est à portée de main »

L'axe de la politique de LFI, comme celle du RN, est « *Macron démission !* ».

Il faut que Macron s'en aille pour que le peuple et le pays soit libéré de l'entrave qu'il représente à sa dignité. (Jean-Luc Mélenchon, *Le Blog*, 10 octobre)

Comment ? Par le jeu parlementaire, les « motions de destitution » qu'il sait inopérantes. Quand Mélenchon a avancé « *grève générale* », à l'occasion du 10 sep-

tembre initié par un petit patron xénophobe proche du RN, il entendait des grèves de 24 heures au maximum. Le but était de faire pression sur le parlement, sans pour autant handicaper l'économie capitaliste française.

La phase déagiste semble engagée. (Jean-Luc Mélenchon, *Le blog*, 18 septembre)

Dans 10 jours, l'Assemblée nationale pourra faire tomber Lecornu... puis ce sera le tour de Macron. La victoire est à portée de main. (Jean-Luc Mélenchon, *Le Blog*, 22 septembre)

Mélenchon vise une élection présidentielle à laquelle il se présenterait et qu'il gagnerait. Le « front républicain » fonctionnerait à son avantage : les partis réformistes concurrents ne pouvant faire autrement que de se regrouper derrière lui au premier tour et les partis bourgeois « républicains » au second tour pour battre le RN. Enfin, le sauveur suprême, comme ses modèles (le colonel Chavez et le général de Gaulle), octroierait au « peuple » une nouvelle république (bourgeoise).

A Hénin-Beaumont, Marine Le Pen bat sèchement Mélenchon

La soirée électorale dans la 11^e circonscription du Pas-de-Calais a été marquée par la défaite du candidat du Front de gauche.

LE MONDE, 6 NOVEMBRE 2012

Tous ces pronostics sont hasardeux. Mélenchon a-t-il tiré les leçons de son précédent duel avec Le Pen ? Il est plus probable que, en cas de présidentielle anticipée, c'est Bardella ou Le Pen qui l'emporterait, comme à Hénin-Beaumont en 2012.

C'est une manœuvre tout aussi opportuniste, mais différente que poursuit Faure qui veut positionner le PS comme un parti responsable aux yeux de la bourgeoisie française, un « *parti de gouvernement* ». Il lui faut donc obtenir des promesses de Lecornu, pour justifier de ne pas censurer le gouvernement, voire de voter son budget. Ses chances de succès sont aussi limitées que le pari invraisemblable de Mélenchon.

Le crétinisme parlementaire relègue dans un monde imaginaire ceux qui en sont atteints et leur enlève toute intelligence. (Karl Marx, *Le 18 Brumaire de Louis Bonaparte*, 1852, ch. 5)

L'alternative à Macron, à la 5^e république, à l'État bourgeois, c'est la Commune de Paris de 1871, les soviets russes de 1917 : l'armement des exploités et des opprimés permet d'exproprier le grand capital, d'établir la démocratie des travailleuses et des travailleurs.

10 octobre 2025

États-Unis : la victoire électorale de Mamdani

L'élection de Zohran Mamdani à la mairie de New York [le 4 novembre] a attiré l'attention. Pour de nombreux adversaires de la politique de Trump, pour les libéraux de gauche, les sociaux-démocrates ou les organisations centristes aux États-Unis et à l'échelle internationale, cela apparaît comme un signe d'espoir d'une alternance au système capitaliste.

Une ville au cœur des contradictions sociales

New York incarne comme peu d'autres métropoles la déchirure interne de la société américaine. Tandis que les profits des conglomérats financiers et immobiliers explosent, des millions de travailleuses et travailleurs doivent faire face à des salaires stagnants, à une précarité chronique et à des loyers inabornables. Cette polarisation sociale a constitué la base de l'ascension de Mamdani.

Sa campagne a articulé des revendications pour un gel des loyers, la gratuité des transports publics et un salaire minimum permettant de vivre, tout en dénonçant la domination du capital sur la vie quotidienne. Il ne s'agissait pas de l'habituel moralisme réformiste des candidat-e-s du Parti démocrate, mais d'un discours répondant à des besoins réels des salarié-e-s. Dans un système politique qui exclut systématiquement les intérêts de la classe ouvrière depuis des décennies, cela avait quelque chose de presque subversif. Rien d'étonnant à ce que le président ait lui-même brandi l'épouvantail du communisme, lançant son anathème contre le candidat vedette des démocrates dans sa ville natale. À cela s'ajoutèrent des menaces d'expulsion, sous prétexte qu'il serait entré illégalement dans le pays, et, pour couronner le tout, l'arsenal islamophobe agité en référence aux attentats du 11 septembre 2001.

Une victoire à l'intérieur des limites du système

Mamdani s'est présenté, comme auparavant Alexandria Ocasio-Cortez ou Jamaal Bowman, dans le cadre du Parti démocrate, l'une des deux grandes formations de la bourgeoisie américaine. Le simple fait qu'un candidat social-démocrate ait pu obtenir une investiture dans ce parti traduit la pression venue d'en bas ; mais cela révèle en même temps la capacité du mécanisme démocrate à canaliser toute forme de protestation dans les voies parlementaires.

La victoire de Mamdani ne signifie en aucun cas une rupture avec l'establishment, mais une adaptation temporaire de celui-ci à un changement d'humeur. Les premières déclarations de son équipe laissaient déjà entendre que des institutions centrales de l'appareil administratif bourgeois —notamment la direction de la police— ne seraient pas remises en cause. De tels signaux visent à rassurer sur la stabilité, mais constituent politiquement un avertissement : ils montrent à

Candidats	Partis	Voix	%
Zohran Mamdani	Démocrate ^{N 3}	1 036 051	50,39
Andrew Cuomo	Indépendant	854 995	41,59
Curtis Sliwa	Républicain ^{N 4}	146 137	7,11

quelle vitesse même des projets « progressistes » peuvent être enfermés dans la logique du système.

La nécessité d'un parti autonome

La leçon de la victoire de Mamdani n'est donc pas que l'on pourrait « reconquérir » le Parti démocrate (qui a toujours été un parti bourgeois et historiquement le parti des racistes du Sud), mais que la classe ouvrière a besoin de son propre instrument politique. Un parti travailliste aux États-Unis —non pas comme copie de la sociale-démocratie britannique, mais comme alliance révolutionnaire de syndicats combattifs, de comités d'usine et d'organisations de quartier— pourrait devenir l'outil permettant d'unifier les luttes dispersées. Il devrait reposer sur la conscience de classe et l'internationalisme, sur une ligne claire contre la guerre, sur le contrôle démocratique des moyens de production et l'expropriation des grands monopoles.

Un tel parti serait le seul à pouvoir instaurer l'indépendance politique nécessaire pour comprendre les réformes non comme des concessions accordées d'en haut, mais comme des conquêtes de la classe elle-même. Et il pourrait permettre d'aller au-delà des revendications immédiates, vers la lutte pour le pouvoir politique, pour l'instauration d'un pouvoir démocratique des conseils.

Un signal, non un tournant

La victoire de Zohran Mamdani est un événement historique, non parce qu'elle ébranle le capitalisme, mais parce qu'elle rend visible la possibilité de reparler de socialisme aux États-Unis. Elle montre que le terrain est fertile pour une politique de classe, mais révèle en même temps que ce terrain n'est pas cultivé.

En ce sens, Mamdani est moins l'annonce d'une nouvelle ère que le reflet d'une période de transition : une époque où la crise du capitalisme ronge les anciennes formes politiques sans que la classe ouvrière ait encore créé les siennes. Le chemin vers cette perspective ne passe pas par des victoires électorales isolées, mais par la construction consciente d'un parti qui relie la lutte pour les revendications immédiates des salarié-e-s à la perspective de la révolution.

5 novembre 2025

GKK (section autrichienne du CoReP)

Maroc : la jeunesse durement réprimée

Huit femmes meurent faute d'anesthésiques conformes

Le 14 septembre, un rassemblement devant l'hôpital public d'Agadir dénonce la mort intolérable, en dix jours, de huit femmes venues accoucher par césarienne. Au lieu de jeter un lot d'anesthésiants pour lequel la chaîne du froid n'avait pas été respectée, des surdoses ont été injectées afin de « compenser l'inefficacité » du produit, tuant les parturientes. Le caractère national des pénuries dans la santé publique, alors que les cliniques privées s'engraissent, renforce partout l'indignation.

La jeunesse prend la tête de la mobilisation

Via des appels sur les réseaux sociaux, sous l'étiquette GenZ 212 (génération née autour de l'année 2 000 et indicatif téléphonique du Maroc) et avec le drapeau pirate adopté en Indonésie, au Népal, à Madagascar, des milliers de jeunes marocains sont descendus dans la rue.

Issus de milieux sociaux très divers, étudiants, prolétaires, urbains et ruraux, la plupart non affiliés à des organisations politiques, ils commencent à manifester massivement à partir du 27 septembre, d'Agadir à Rabat, Salé, Casablanca, Tanger, Tétouan, Agadir, Tawuna, Meknès, Marrakech, Mohammedia, Kénitra, El Jadida, Oujda, Fès... Au plus fort de la mobilisation, la plateforme Discord sur laquelle ces jeunes discutent et s'organisent compte 210 000 inscrits.

Les 15-34 ans forment 32 % de la population et la tranche d'âge la plus touchée par le chômage : 35,8 % des 15-24 ans, 21,9 % des 25-34 ans. 19 % des chômeurs ont un diplôme universitaire, 40 % des diplômés font un métier sans rapport avec leur formation. Le secteur dit « informel » absorbe 33 % de la main d'oeuvre non agricole, soit 2,5 millions de personnes parmi lesquelles une grande masse de jeunes, sans protection sociale ni stabilité, que le capital utilise pour maximiser ses profits.

Les manifestants exigent des moyens pour les services publics de santé et d'éducation. Depuis l'été, dans les universités, une attaque gouvernementale contre la gratuité de l'enseignement supérieur et les droits démocratiques des étudiants mobilise enseignants et élèves contre la privatisation rampante et la mise sous tutelle. Tous s'indignent des dépenses de prestige en vue de la Coupe du monde 2030 de foot, pour 5 milliards d'euros : construction à Casablanca du plus grand stade au monde (les groupes français Bouygues-Colas et Vinci au premier rang des profiteurs), investissements dans des infrastructures routières et ferroviaires qui serviront peu à la population alors que des régions entières restent isolées, dans des hôtels de luxe quand les reconstructions dans l'Atlas deux ans après le tremblement de terre sont loin d'être achevées.

Ils réclament d'abord la démission du ministre de la santé et du premier ministre nommé en 2021 Akhannouch, un gros capitaliste (hydrocarbures, immobilier, médias).

La direction anonyme de la GenZ 212 s'en remet au roi

Au terme du sixième jour de mobilisation, le « mouvement GenZ 212 » publie un « mémorandum » directement adressé à Mohammed ben El-Hassan Alaoui, alias Mohammed VI. Ses rédacteurs lui demandent de révoquer le premier ministre et son gouvernement dont la politique accroît l'injustice sociale.

Comme si le roi l'ignorait, lui qui les choisit pour leur appartenance à la classe capitaliste, pour leur obéissance aux choix qu'il édicte. Comme s'il s'était hissé à la première place des monarques les plus riches d'Afrique, avec 8 milliards de dollars de fortune personnelle, en se souciant de justice sociale ! Il est le plus gros banquier du pays, le plus grand propriétaire terrien ; mines, énergie, télécommunications, distribution, immobilier... les mains royales palpent dans tous les secteurs, parfois en situation de quasi-monopole. Les initiateurs du « mémorandum » semblent également ignorer que monsieur Alaoui raffe de surcroît une centaine de millions d'euros par an pour se remercier d'être roi, pour ses déplacements et ses réceptions, pris sur le budget de l'État qui étouffe les hôpitaux et les écoles publiques. Ils le chargent de lutter contre la corruption alors qu'il dirige le système tentaculaire des combines grassement rétribuées pour l'attribution des marchés, des postes, des passe-droits.

Le mémorandum montre que l'apolitisme revendiqué par les initiateurs de la GenZ 212 signifie surtout qu'ils sont incapables de formuler une orientation pour jeter à bas la société capitaliste source des injustices qu'ils dénoncent, inséparable, au Maroc, de la monarchie alaouite. Ils placent leurs espoirs dans l'intervention de l'autocrate qui les écrase. L'envoi du « mémorandum » s'accompagne de la consigne de suspendre les manifestations pour attendre la prise de parole du roi.

Le vendredi 10 octobre, dans son discours annuel au parlement, Alaoui ne mentionne évidemment pas la mobilisation de la jeunesse. Cela n'empêche aucunement les soutiens du régime et les imbéciles de colporter qu'il répond aux revendications quand il pontifie qu'« *il ne devrait y avoir ni antinomie ni rivalité entre les grands projets nationaux et les programmes sociaux* ». Quelques mouvements de sourcils pour réclamer aux ministres (qui restent bien sûr en place) d'agir avec « *une plus grande célérité* » et ce tour est joué. Dans la foulée, le projet de loi de finances rallonge un peu l'enveloppe de l'éducation et de la santé, et les lar-

bins de remercier sa majesté d'avoir qualifié de « *prioritaires* » les créations d'emploi dans les services publics. Ces collabos taisent l'essentiel : le budget de l'armée atteint presque 10 % du PIB, soit 12 milliards d'euros et celui de l'intérieur 4 milliards d'euros, loin devant la santé (2,2 milliards). En regroupant enseignement primaire, secondaire, supérieur, création du secteur préscolaire public actuellement inexistant, sport, ce budget prévisionnel atteint 7 milliards d'euros.

Jusqu'à 20 ans de prison ferme

Le jour même du discours du roi, la Cour d'appel de Salé prononce des peines de 15 à 20 ans de prison ferme. Les tribunaux condamnent à tour de bras à Agadir, Tanger, Marrakech, Kenitra, Rabat, Oujda, pour « *actes de vandalisme* », « *incitation à commettre des délits via les réseaux sociaux* », « *violence contre des agents publics* », « *outrage aux symboles du royaume* »...

L'Association marocaine des droits humains (AMDH) a dévoilé, ce vendredi à Rabat, que 2 480 personnes ont été arrêtées et mises en accusation, 11 473 sont actuellement en détention et 287 ont déjà été condamnées, dont 79 mineures. Elle précise que ces chiffres demeurent provisoires, en raison des arrestations régulières dans plusieurs localités sur la base de vidéos partagées sur les réseaux sociaux ou d'informations collectées sur le terrain par les forces de sécurité.

Le rapport indique qu'une peine de 20 ans de prison a été prononcée, quatre de 15 ans, huit de 12 ans, 31 de 10 ans, trois de 6 ans, et deux de cinq ans. De plus, des centaines d'autres peines allant d'un à trois ans ont été infligées, touchant même des mineurs dans des villes telles qu'Al Hoceïma.

L'AMDH affirme que la plupart des détenus ont été présentés au procureur après leur garde à vue dans des conditions difficiles, que ce soit devant les tribunaux de première instance ou d'appel. Elle déplore que beaucoup n'aient pas pu désigner d'avocats pour leur défense, et que certaines familles n'aient été informées de l'arrestation de leurs proches que plusieurs jours après. Elle souligne également que les normes de procès équitable n'ont pas été respectées dans de nombreux cas, notamment en ce qui concerne l'enquête approfondie sur les accusations, la présomption d'innocence et l'examen des allégations de torture ou de mauvais traitements, sans qu'aucune enquête indépendante ne soit ouverte. (Yabiladi, 24 octobre)

Voilà comment l'autocratie traite les revendications sur « *la promotion de la liberté d'expression et le respect du droit de manifester pacifiquement... la libération de toutes les personnes arrêtées lors de rassemblements pacifiques, mais aussi des détenus d'opinion et*



des militants étudiants incarcérés lors de précédents mouvements sociaux », contenues dans le « memorandum ».

La complicité criminelle de la bureaucratie réformiste

Les directions des syndicats majoritaires UMT (Union marocaine du travail) et CDT (Confédération démocratique du travail) se sont bien gardées de protéger les manifestations, d'appeler à la grève pour renforcer la mobilisation de la jeunesse dont les revendications sont celles du prolétariat tout entier. Le syndicat de l'enseignement supérieur affilié à l'UMT a même réussi à décréter trois jours de « *grève d'avertissement* » du 30 septembre au 2 octobre contre le projet de loi dit de réorganisation des universités, sans dire un mot du mouvement de la jeunesse en cours ni de la répression policière.

Une fois encore, c'est au maintien de l'ordre bourgeois que les bureaucrates se sont attelés, alors que la volonté de combat des exploités a éclaté à de nombreuses reprises cette année, pour protester contre la hausse des prix, pour exiger l'augmentation des salaires, pour revendiquer des améliorations dans les domaines de la santé, de l'éducation, des routes et de l'accès à internet dans les territoires ruraux, pour rejeter la loi qui limite drastiquement le droit de grève, pour défendre les Palestiniens et dénoncer le génocide sioniste. Depuis que sont tombées les lourdes condamnations, les chefs syndicaux n'ont pris aucune initiative pour imposer l'annulation des peines, la libération de tous les emprisonnés, ils n'ont pas même participé aux rassemblements appelés en réponse par la GenZ les 27 et 28 octobre.

Contre la constitution du front de classe, la bureaucratie syndicale participe au « *dialogue social national* », une institutionnalisation de la participation, de l'association capital-travail, pour laquelle elle est rétribuée. L'UMT y siège avec les représentants du pouvoir, du patronat, de la CDT (liée à l'Union socialiste des forces populaires) et de l'UGTM (Union générale des travailleurs du Maroc) le bras « syndical » du parti de l'Istiqlal (L'Indépendance) monarchiste, nationaliste, religieux.

Les principaux dirigeants de l'UMT possèdent eux-mêmes des entreprises, reçoivent le FMI. Le secrétaire général a appelé aux législatives de 2021 à voter pour le Rassemblement national des indépendants (RNI) créé

par le beau-frère du dit Hassan II, le parti du premier ministre Akhannouch.

Aux côtés de la bureaucratie syndicale, les appareils politiques issus du mouvement ouvrier ont également poursuivi leur adaptation absolue à l'État bourgeois et leur politique colle aux intérêts de la classe capitaliste qui les nourrit. L'USFP (Union socialiste des forces populaires) a autant à voir avec le socialisme que Mitterrand, Hollande ou Faure. Elle vient de tenir son 12^e congrès intitulé « Un Maroc en essor sur les plans économique, social et institutionnel », ce qui résume finalement bien son nationalisme, à l'opposé de toute défense des seuls intérêts de la population laborieuse, la caution apportée au gouvernement Akhannouch aux antipodes des convictions de l'immense masse des exploités et des opprimés. Quant au soulèvement de la jeunesse, il a tenu, en trois jours de congrès, une place discrète et très marginale alors que spontanément, beaucoup des militants jeunes que l'USFP influence ont participé au mouvement.

Pour le secrétaire général, les récentes mobilisations de la jeunesse ne relèvent pas d'un simple « éphémère cri de colère », mais d'un signal profond d'une société en quête de justice et de représentativité. Le premier secrétaire a célébré l'institution monarchique, qu'il a décrite comme un « cadre d'unité et de stabilité nationale ». S'inscrivant dans l'esprit du dernier discours royal, il a plaidé pour un retour des partis à leur rôle d'encadrement, dénonçant la tentation du populisme et la marginalisation du débat démocratique. (lebrief.ma, 17 octobre)

Le PPS (Parti du progrès et du socialisme, issu du Parti communiste marocain) n'a pas plus de politique prolétarienne que l'USFP avec laquelle il noue et dénoue des alliances au gré des sessions parlementaires et des élections. Son chauvinisme le place irrémédiablement dans le camp de « sa bourgeoisie » et même de la monarchie.

Pour preuve, ses déclarations proches de l'extase à l'adoption par le conseil de l'ONU, sur initiative de l'impérialisme américain, de la mainmise marocaine sur le Sahara occidental, au mépris du droit du peuple sahraoui qui y vit et s'y oppose. Il faut dire que la monarchie entretient de bonnes relations avec Israël, comme celles du Golfe.

Le Parti du progrès et du socialisme salue la décision royale décrétant le 31 octobre de chaque année comme une nouvelle fête nationale, baptisée « Fête de l'Unité », eu égard aux significations profondes quant à la place exceptionnelle de cet événement dans l'histoire moderne du Maroc et aux connotations fortes que cette appellation comporte concernant l'unité nationale et territoriale inébranlable du Royaume du Maroc. À cet égard, le PPS exprime sa haute appréciation pour cette réalisation historique dans le processus du renforcement de notre intégrité territoriale, après cinquante années de combat et de

lutte, grâce à l'effort de premier plan de Sa Majesté le Roi dans la conduite de la diplomatie nationale officielle, conjuguée aux efforts de l'ensemble du peuple marocain et de toutes ses forces vives, dans le cadre des diplomatie parallèles, parlementaire, partisane et civile et des efforts précieux des Marocains du monde. (PPS, Communiqué du bureau politique, 4 novembre)

Pendant que les jeunes occupaient les rues et affrontaient la violence policière, le PPS, par la voix de son chef Benabdellah, leur a adressé ses recommandations de modération, pacifisme et confiance dans les institutions. Ses déclarations hypocrites de « soutien » au mouvement, purement verbales, ne se sont accompagnées d'aucune présence dans les manifestations, d'aucun appel aux travailleurs, d'aucune prise de position de ses cadres dans l'UMT.

Dans un communiqué rendu public à l'issue d'une réunion de son bureau politique, le PPS a exprimé sa solidarité avec les revendications légitimes exprimées par la jeunesse, mettant l'accent sur l'impératif d'interagir avec ces doléances avec une attitude empreinte de compréhension, d'esprit positif et d'ouverture. Le PPS a fait remarquer que les expressions de la jeunesse ne peuvent atteindre leurs objectifs et voir les revendications aboutir, ni obtenir l'écho requis, qu'en conservant leur caractère pacifique, civique et responsable, et en s'abstenant de tout dérapage vers des méthodes violentes à l'encontre des forces de l'ordre ou de toute destruction de biens publics ou privés. (Telquel, 2 octobre)

Son soutien conséquent, c'est au gouvernement haï que le PPS l'a offert, refusant que « la rue » décide.

Concernant les slogans scandés lors des manifestations, notamment celui appelant à « faire tomber le gouvernement », Benabdellah a expliqué que cette revendication, même si elle exprime un refus légitime, ne peut être réalisée que par les voies démocratiques : « Dans certains pays, des gouvernements tombent par la rue, mais dans notre cas, la seule voie pour cela est la voie démocratique, c'est-à-dire les élections ». (Albayane.ma, 6 novembre)

Comme l'USFP, le PPS prêche aux jeunes que l'avenir radieux viendra d'un succès électoral, ce dont l'expérience démontre le contraire.

Les urnes sont le seul moyen d'opérer un changement réel, estimant que l'arrivée au pouvoir en recourant à des méthodes inacceptables, à l'argent ou à l'achat des voix, ou encore en s'appuyant sur des acteurs corrompus, ne peut être combattue que par une large participation. Il a appelé les jeunes à répondre à cela par une forte mobilisation lors des prochaines élections. Benabdellah a

déclaré dans ce cadre : « Nous avons aujourd'hui une armée de jeunes de plus de dix millions. Une grande partie d'entre eux ne sont pas inscrits sur les listes électorales et n'ont jamais voté. S'ils décident de participer, ils sont capables de faire tomber ce gouvernement et de réaliser le changement souhaité ». Il a assuré que c'est là « la véritable bataille de la jeunesse ». (Albayane.ma, 6 novembre)

Ce scrutin qui brille à l'horizon de Benabdellah, ce sont les élections législatives prévues pour... septembre 2026. C'est loin, non ? quand on est en prison, quand on est sans travail, quand on ne peut pas se soigner, quand il n'y a pas d'école dans sa campagne... Non, pour Benabdellah, le vrai risque serait de bousculer ce calendrier.

La démission du gouvernement ne dépend que de lui. Mais une telle décision implique des contraintes constitutionnelles très claires. Nous avons des élections prévues dans un an. Si le gouvernement devait démissionner aujourd'hui, il faudrait organiser de nouvelles élections dans un délai de deux, trois ou quatre mois. Or, le pays n'est pas nécessairement prêt pour cela. (Le Point Afrique, 27 octobre)

Le ministre de l'intérieur prépare aussi ces élections. Il a présenté le 12 novembre 2025 les amendements du projet de loi organique sur les partis qui introduit un relèvement substantiel des conditions de création : les initiateurs devront désormais réunir 12 membres fondateurs (dont 4 femmes), représentant l'ensemble des régions et le nouveau parti, compter au départ au moins 2 000 membres répartis aussi sur tout le territoire. L'objectif est évidemment d'empêcher que dans la foulée de la mobilisation, les jeunes les plus conscients ne décident de s'organiser dans un parti qui défendent réellement leurs intérêts.

Pour l'internationale ouvrière révolutionnaire et son parti dans la jeunesse et le prolétariat

La crise internationale de la direction révolutionnaire du prolétariat se traduit par l'absence d'organisation rassemblant les travailleurs et les jeunes qui ont tiré les leçons essentielles des combats précédents, au Maroc et dans le monde : À bas la monarchie et ses institutions ! Libérations de tous les manifestants emprisonnés et annulation de toutes les condamnations ! Autodéfense des manifestations ! Unité des exploités et des opprimés dans la grève générale contre le gouvernement des capitalistes ! Séparation stricte de la religion et de l'État ! Expropriation des capitalistes locaux et étrangers, sous contrôle ouvrier, pour pouvoir orienter la production et la distribution vers la satisfaction des immenses besoins sociaux et non l'augmentation des profits !

Le mouvement GenZ 212 est extrêmement hétérogène, des ennemis jurés de la jeunesse y manœuvrent, comme les islamistes du PJD (Parti de la justice et du développement) avec lequel le PPS avait fait alliance en 2011. Sa

base n'a aucun moyen de décider démocratiquement des décisions prises. Ainsi de la suspension des manifestations pour attendre le discours du roi qui a donné un coup d'arrêt aux rassemblements de masse, ou de la campagne « *Boycott économique pour la justice* » des entreprises et marques associées au chef du gouvernement Akhannouch, qui renvoient les travailleurs et les jeunes à une responsabilité individuelle comme consommateurs, quand ce qui compte vraiment, c'est leur poids social, comme classe qui crée toutes les richesses qu'Akhannouch et les autres capitalistes accaparent, comme secteur de la société révoltée par les inégalités, aspirant à secouer le joug de la religion, du patriarcat. La politique menée par les dirigeants anonymes du mouvement GenZ 212 conduisent à la défaite.

Cependant, il y a des centaines de militants et de militantes courageux et expérimentés dans ce pays. Du fait de la répression, de la crise destructrice des organisations qui se réclamaient du socialisme, ils sont dispersés, actifs dans des associations de défense des libertés démocratiques, des droits des femmes, dans les syndicats, mais invisibles politiquement. Ils ont participé aux manifestations de septembre-octobre et jusque dans les rangs de l'USFP pourrie, certains ont protesté contre la collusion avec le pouvoir.

Une secousse politique discrète, mais significative, vient de naître au sein de l'Union socialiste des forces populaires. Sous le nom de Mouvement des Jeunes Z Ittihad, un groupe de militants a publié le 29 septembre à Rabat, un acte d'accusation contre une direction jugée usée, verrouillée et coupée de la base. Les signataires accusent explicitement les dirigeants actuels d'avoir transformé le parti historique de la gauche marocaine en « entreprise électorale » au service d'intérêts particuliers. (Alayaoum24, 1^{er} octobre)

Dans le petit PSU (Parti socialiste unifié) qui sert non à combattre la politique anti-ouvrière mais à alerter le pouvoir sur les tensions sociales qu'elle engendre, les jeunes ont exigé que soit menée la lutte pour la libération des emprisonnés et l'annulation de toutes les condamnations.

Il est urgent que les combattantes et les combattants se rassemblent dans un parti ouvrier révolutionnaire, contre toute alliance avec la bourgeoisie, qu'ils relèvent le drapeau du combat pour la révolution prolétarienne victorieuse, du gouvernement ouvrier appuyé sur les comités dans les lieux de travail, les localités, les écoles, les campagnes. Pour les États-Unis socialistes d'Afrique du Nord ! Pour la République universelle des conseils ouvriers !

18 novembre

Madagascar : un puissant soulèvement sans direction révolutionnaire

Le 25 septembre, des milliers de jeunes manifestent

Brandissant les portables comme des torches, une grande partie de la jeunesse d'Antananarivo, étudiants, lycéens, jeunes travailleurs, a déferlé dans les rues, dénonçant les coupures incessantes d'eau et d'électricité, le régime autoritaire et corrompu du président Rajoelina.

À l'initiative : l'appel à manifester des étudiantes et étudiants issus de la bourgeoisie et de la petite-bourgeoisie. L'enseignement supérieur public est en grève totale. Ils se sont organisés en « *Collectif Gen Z Madagascar* », reprenant le drapeau pirate du manga *One Piece* qui a flotté au Népal, en Indonésie, aux Philippines, en Équateur, au Maroc contre les politiques des gouvernements fauteurs de misère, au Mexique et au Brésil dans les cortèges en défense des Gazaouis.

Via les réseaux sociaux, l'appel a rencontré la colère sociale accumulée dans ce pays où la moitié de la population a moins de 20 ans. Seulement 33 % des Malgaches ont accès à l'électricité, par tranche de 3 heures quand ça fonctionne. Les 94 % de la population des campagnes ne sont pas reliés au réseau. La compagnie nationale (Jirama, récemment transformée en société anonyme) ne produit que 28 % de l'énergie (mal) distribuée. Le reste provient d'entreprises privées malgaches ou étrangères qui imposent leurs conditions. Alors que près de la moitié de la population n'a pas non plus accès à l'eau et que 87,7 % vivent sans assainissement, le quotidien depuis début septembre rime avec heures de queue aux fontaines publiques, devant les citernes, ou obligation d'acheter de l'eau en bouteille alors que la pauvreté affecte 79,9 % des habitants des zones rurales et 55,5 % dans les zones urbaines. Madagascar occupe la 5^e place au classement mondial des pays les plus pauvres. Le rapport de la Banque mondiale publié en octobre établit que 20,5 millions de personnes (sur 32 millions) vivent en dessous du seuil international de pauvreté de 3 dollars par jour. Le salaire mensuel moyen d'un travailleur déclaré atteint à peine l'équivalent de 41 euros et le salaire médian est de 22,52 euros (Institut national de la statistique, juin 2024).

Le préfet interdit toute manifestation et fait boucler la capitale par les forces de répression qui font 5 morts et des dizaines de blessés. Gaz lacrymogènes, balles de caoutchouc, arrestations musclées, tirs à balles réelles, déploiement d'un char d'assaut, mais la foule grossit et cible des symboles du pouvoir haï. À Ankorondrano, la station flambant neuve du téléphérique est incendiée : il

consomme entre 100 et 150 litres de gasoil par heure via ses groupes électrogènes, l'abonnement mensuel se paie la moitié d'un SMIC, les coûts d'exploitation pour un mois équivalent à 1,5 million de repas scolaires quand la majorité des familles peinent à assurer un repas par jour, quand dans le Grand sud, 160 000 enfants souffrent de malnutrition aiguë. Les supermarchés pillés appartiennent aux riches copains de Rajoelina, les résidences incendiées, à une sénatrice et deux députés du parti présidentiel. Des cortèges rassemblant jeunes et moins jeunes défilent à Toamasina, le principal port du pays à l'est, à Antsiranana au nord, à Fianarantsoa dans le centre, à Mahajanga à l'ouest et à Toliara dans le sud-ouest : la révolte est nationale.

Deux semaines de face à face

Le 26 septembre, Rajoelina limoge le ministre de l'énergie sans que cela affaiblisse la mobilisation ; au contraire, les manifestants réclament désormais la démission du président de la République. L'état d'urgence est décrété, la gendarmerie, la police et l'armée répriment sauvagement des manifestants désarmés. 22 morts, 400 blessés selon l'ONU.

Dans le message convoquant à de nouvelles manifestations le 1^{er} octobre, la Gen Z appelle à la grève générale pour chasser Rajoelina, pour la dissolution du Sénat, de la Haute Cour constitutionnelle et de la commission électorale et pour l'organisation d'un procès contre l'homme d'affaires Ravatomanga, principal soutien financier du président.

Les dirigeants de la Solidarité syndicale malgache qui réunit une cinquantaine de syndicats représentant essentiellement des agents de l'État, poussés par leur base, lancent un mot d'ordre de grève générale à partir du 1^{er} octobre et, pour la première fois, appellent à manifester à Antananarivo. La confédération syndicale des enseignants Sempama reprend le mot d'ordre de grève générale. Les enseignants, personnels soignants, agents de la régie de l'électricité et de l'eau, de l'équipement, réclament à leur tour la démission de Rajoelina, l'augmentation des salaires gelés depuis 3 ans alors que l'inflation atteint 8,4 %, l'attribution des moyens nécessaires au fonctionnement des services à la population, le respect des droits syndicaux et de la liberté d'expression. Mais la direction de la Confédération générale des syndicats de travailleurs de Madagascar (Fisema, affiliée à la Confédération syndicale internationale), la principale confédération du

privé (textile, mines, banques, télécommunications...), apporte une aide précieuse à Rajoelina en refusant tout appel à la grève « *dans un contexte économique trop fragile pour supporter un arrêt massif du travail* », en prônant la concertation avec le gouvernement et les employeurs.

Le Conseil oecuménique des Églises chrétiennes (FFKM) agite la soutane pour prendre sa place dans le dispositif de maintien de l'ordre établi, de défense des institutions bourgeoises menacées par le soulèvement de la jeunesse et de la population laborieuse qui exigent la satisfaction de leurs revendications. La curaille propose ses services pour une « *médiation* », « *l'organisation d'un dialogue national apaisé* » que le chef de l'État, de plus en plus isolé, se dépêche d'accepter. Tous les partis bourgeois qui soutiennent le régime, comme ceux de l'opposition parlementaire, les notables de tout poil, soutiennent la « *médiation* ».

Le 29 septembre, Rajoelina annonce dans une allocution télévisée qu'il a « *décidé de mettre fin aux fonctions du Premier ministre et du gouvernement* ». Le lendemain, exigeant la démission du président et pas seulement de ses ministres, une foule compacte, les jeunes en tête, déborde la police qui avait ordre d'empêcher l'accès à la place du 13 mai dans le centre de la capitale.

Pendant plus d'une semaine, les manifestations se succèdent dans les principales villes de Madagascar mais la mobilisation piétine à cause de l'absence de grève générale. Elle tient à l'écart les producteurs de toutes les richesses, celles et ceux qui, organisés, peuvent prendre en mains le pouvoir et l'économie de l'île pour affecter tous ses moyens à la satisfaction des besoins de la population. Elle empêche que les travailleurs et travailleuses transmettent à la jeune génération qui veut changer la donne les leçons tirées des combats précédents. Les dirigeants du collectif Gen Z Madagascar, à juste titre méfiants quant aux différents partis qui gouvernent ou ont gouverné sont cependant politiquement hétérogènes et évidemment incapables de produire spontanément le programme du communisme révolutionnaire, en l'absence d'organisation implantée qui le défende.

Cela permet au président conspué dans la rue de tenter de reprendre la main, le 6 octobre, en nommant comme nouveau premier ministre, un général de l'armée de terre et le lendemain, uniquement les ministres des armées, de la sécurité publique et de la gendarmerie ! Au moins, ça a le mérite de la clarté : répression d'abord, on verra le reste plus tard. Il convie au palais présidentiel pour « *consultation* » patronat, syndicats, personnalités politiques qui répondent présent. Les dirigeants de la Gen Z boycottent. Les manifestations reprennent, la gendarmerie matraque.



Le 11 octobre, l'armée prend les rênes

Le Corps d'armée des personnels et des services administratifs et techniques (Capsat) stationné dans la capitale annonce son refus d'obéir aux ordres de réprimer. Il accompagne les manifestants dans le centre et affronte très brièvement la gendarmerie loyaliste. Le colonel Randrianirina à la tête de la mutinerie appelle l'ensemble des forces armées à se rallier au Capsat, ce qu'il obtient en 24 heures.

En 2009, la population malgache vouait au Capsat la même haine que la jeunesse d'aujourd'hui porte à la gendarmerie, parce qu'il était aux avant-postes de la répression. Il a réalisé le coup d'État qui a chassé le président élu Ravalomanana, capitaliste de l'agroalimentaire et... installé Rajoelina au pouvoir.

Que les manifestants se réjouissent quand les militaires ne leur tirent pas dessus, c'est parfaitement logique. Mais pour qu'ils puissent célébrer une vraie victoire, il aurait fallu une direction révolutionnaire qui exige que les armes soient remises à la population, qui appelle les soldats à arrêter les gradés qui ont sur les mains le sang des pauvres, à désertir les casernes, à aider à la constitution des milices prolétaires pour se défendre. L'armée est un pilier de l'État bourgeois, fidèle à la classe exploiteuse, à ses intérêts fondamentaux. Sans révolution prolétarienne, les présidents tombent et elle reste.

Macron soutient Rajoelina

Le 12 octobre, c'est un avion militaire français qui embarque discrètement le futur ex-président et le dépose à La Réunion d'où il décolle en jet privé pour Dubaï. Hôtel cinq étoiles puis direction Bluewaters Island, une île artificielle où Rajoelina possède une résidence de grand luxe, parmi d'autres biens immobiliers. Sa contribution personnelle à ce que Madagascar occupe la 142^e place (1 pour le pays le plus vertueux, 180 pour le pire) au palmarès de la corruption.

Macron lui a apporté son soutien dès l'annonce du coup d'État militaire, appelant au « *respect de l'ordre constitutionnel* » et de « *la stabilité* ». Il appréciait cet affairiste compréhensif des intérêts du capitalisme français avec lequel il signait en avril dernier des contrats de « *partenariat en matière de terres rares straté-*

giques », « des accords importants dans les secteurs de l'énergie, du numérique, des infrastructures, de la connectivité » (France 24, 23 avril). Neuf géants du CAC 40 sont présents à Madagascar : Air Liquide, Atos, Bouygues (Colas), Orange, Société générale, Total, Veolia (Adonis), Vinci (Sogea-Satom), Vivendi (Canal+). 65 filiales d'entreprises françaises y exploitent 20 000 travailleurs. La chambre de commerce et d'industrie franco-malgache regroupe plus de 400 entreprises. Hydrocarbures, agro-industrie, textile, télécommunications, grande distribution, construction, transports et logistique : les patrons français font de juteuses affaires, bénéficiant des zones franches et des salaires très bas.

De plus, Rajoelina se contentait de réclamer mollement, seulement les jours de fête nationale, les îles Éparses que l'impérialisme français garde jalousement (avec l'approbation du PS, du PCF et de LFI) et où son armée manœuvre chaque année. Situées dans le canal du Mozambique extrêmement riche en pétrole, gaz, minerais et qui constitue une des principales routes du commerce mondial d'hydrocarbures, elles permettent (avec Mayotte au Nord) à l'ancienne puissance coloniale de maintenir une position dans l'Océan indien où l'impérialisme chinois gagne influence et parts de marché.

L'État bourgeois n'a pas vacillé

Pour ce qui est du « respect de l'ordre constitutionnel », que Macron n'ait pas d'inquiétude, les députés, la Haute cour, les gradés en connaissent un rayon. Les militaires commencent par déclarer « une prise de responsabilité » avec « la mise en place de nouvelles structures pour la rénovation nationale » et installent aux manettes un « Conseil de défense nationale de transition », ce qui sonne quand même mieux que coup d'État et junte vert kaki ; les députés organisent diligemment un vote à l'Assemblée nationale qui donne une forte majorité pour la destitution de Rajoelina ; la Haute cour avalise ce scrutin ; le colonel Randrianirina enlève son treillis, enfle un costume bleu marine et prête son serment de président de Madagascar, le 17 octobre.

Pour assister à l'investiture de Michaël Randrianirina, il y a foule : de nombreux corps constitués [Banque centrale, Haute Cour...], trois anciens présidents de l'Assemblée, un ancien président du Sénat, des généraux en grande tenue, le chef de la gendarmerie. Le secteur privé est là aussi, tout comme les jeunes de la Gen Z... Les ambassadeurs de France, Royaume Uni, États-Unis, Maroc, Chine, Japon, Russie... (Le Monde, 19 octobre)

Le chef de l'État annonce qu'un gouvernement civil sera rapidement nommé. Parmi ses tâches, préparer

des élections dans les deux ans et réunir des Assises nationales pour rédiger une nouvelle constitution.

L'armée, la constituante : deux outils pour empêcher que les protestataires n'élargissent la brèche que leur lutte a ouverte, pour cadenasser le mouvement spontané, pour garantir que perdure le système capitaliste à la racine de tous les maux dont souffrent la population et la jeunesse laborieuses. Au Portugal en 1975, en Tunisie et en Égypte en 2011, au Chili en 2022, elles ont montré leur efficacité pour empêcher que se résolve la crise révolutionnaire en victoire des masses exploitées et opprimées. Combattre pour construire l'internationale ouvrière révolutionnaire qui manque cruellement, c'est permettre que ces amères expériences des luttes du prolétariat mondial ne soient pas oubliées mais transformées en leçons pour vaincre : Aucune confiance dans l'armée bourgeoise ! Gouvernement ouvrier et paysan appuyé sur les assemblées-comités qui mènent la lutte !

Trois jours après l'investiture, le colonel-président nomme comme premier ministre un familier des « investisseurs étrangers ». Ce Rajaonarivelo a conseillé la Banque mondiale, l'Union européenne, la Banque africaine de développement. Il a dirigé la Banque nationale de l'industrie depuis 2020. Il a servi avec zèle les exploiters en présidant le Groupement du Patronat Malagasy pendant dix ans, en édifiant le « Fonds d'appui au secteur privé », le « Programme d'appui au développement du secteur privé », le FOM, « un réseau d'entreprises oeuvrant pour la formalisation et la compétitivité du secteur privé ». Il s'est servi lui-même aussi, puisqu'il est fondateur et unique actionnaire de Madagascar Développement & Placement Ltd et de Phénix Investissement Ltd. Il est dans le paysage capitaliste depuis des lustres, grand ami du milliardaire Ravatomanga qui s'est enfui en même temps que Rajoelina.

Pour les autres ministres, recyclage de mêmes vieux routiers pour rassurer les riches sur la continuité et promesse de changement pour leurrer les pauvres : un fidèle de l'ancien président chassé en 2009 devient ministre d'État auprès de la présidence chargée de la « Refondation », un proche de Rajoelina récupère les affaires étrangères, un général qui a participé au coup d'État de 2009 se voit confier l'Aménagement du territoire, un inspecteur général de la police est ministre de la sécurité publique... Une ex-magistrate, longtemps en exil et opposante connue du régime précédent, obtient le ministère de la justice, avec pour mission la lutte contre la corruption.

Le gouvernement s'attèle aussitôt à élaborer la loi de finances 2026 (LFI), en reprenant la copie laissée par Rajoelina, agrémentée de « signes du changement ». Le taux d'imposition des revenus les plus élevés

(déclarés...) passe à 25 %. La masse salariale dédiée aux fonctionnaires augmente de 26,16 %, non par l'augmentation générale des salaires mais par la revalorisation de plusieurs indemnités spécifiques versées aux enseignants et aux soignants, les secteurs les plus mobilisés, qui restent en grève dans plusieurs villes. Dans la foulée, les députés commencent l'examen du projet de budget et rédigent leurs amendements.

L'union nationale pour une bonne LFI 2026

Le patronat (avec la signature de 120 entreprises, fonds d'investissements et groupements professionnels), les dirigeants des syndicats, des représentants de la Gen Z, de diverses associations dites de la « société civile », les « Anciens de la Nation », se sont associés dans une plateforme commune « *Pilier national défendant les efforts de lutte* » (acronyme AMMEN en malgache). L'objectif déclaré : que « *cette loi de finances reflète la Refondation annoncée pour le nouveau régime* ». Place au « *véritable dialogue politique, à la tenue de concertations inclusives, et à l'implication effective des jeunes et de la société civile* » (Conférence de presse, *Midimadagasikara*, 29 octobre).

La déclaration à cette occasion de Jenny Narindra Randriamalala, porte-parole de la Gen Z Madagascar, dégomme d'illusions bourgeoises et de vœux pieux.

Nous, Gen Z Madagascar, réunis au sein du collectif des mouvements Gen Z, affirmons que la jeunesse est toujours debout et continue de défendre la raison de cette lutte : le retour du pouvoir au peuple, sous la direction des jeunes, le respect des droits fondamentaux et de la terre, et l'instauration de la justice et de l'équité afin de prévenir tout abus de pouvoir.

Nous formulons trois revendications fondamentales : l'élimination de la corruption sous toutes ses formes, la transparence et l'intégrité des élections et des affaires gouvernementales, et enfin la liberté d'expression dans le respect des droits fondamentaux. (Midimadagasikara, 29 octobre)

En s'associant aux partis et au gouvernement bourgeois, les dirigeants des syndicats et de la Gen Z qui disent représenter les travailleurs et les jeunes les enchainent aux gestionnaires dévoués des intérêts capitalistes. Ils affadissent en phrases creuses les exigences portées dans la rue face à la police et l'armée, dans les grèves qui se poursuivent dans les écoles, les hôpitaux, à la compagnie nationale de l'électricité et de l'eau. Ils font croire que les solutions à la misère sortiront du parlement quand, 64 ans après la déclaration d'indépendance, l'écrasante majorité (75,2 %) de la population malgache est pauvre (Banque mondiale, février 2024). La collaboration de classes ne peut avoir qu'un vainqueur, le capital, auquel aucun des membres de l'AMMEN ne veut toucher.

Le programme de la révolution socialiste, le parti internationaliste pour la mener à la victoire

Or les revendications vitales pour la jeunesse étudiante et travailleuse, pour le prolétariat de Madagascar ne peuvent trouver de solution sans exproprier les capitalistes locaux et étrangers pour qui l'énergie est une rente et non un besoin à satisfaire, pour qui la construction de logements doit rapporter plus que la mise, pour lesquels les salaires, les coûts de la santé, de l'éducation sont toujours trop élevés, qui détruisent sans vergogne l'environnement pour continuer à accumuler. Les intérêts des exploiters et des exploités sont irréconciliables comme l'illustrent le taux de croissance à 4,5 % et le taux de pauvreté à 75 % de la population. Pour dénoncer la dette, mettre sous contrôle ouvrier l'ensemble des ressources mobilisables afin de satisfaire les besoins urgents de la population, la classe ouvrière et la jeunesse révoltée à ses côtés doivent s'organiser de manière indépendante des institutions de l'État, des partis bourgeois. La soumission à l'impérialisme façonne la bourgeoisie nationale qui négocie sa rétribution. Quand elle cherche à desserrer l'étau d'une puissance prédatrice, c'est pour lécher la main d'une autre : Randrianirina vient d'annoncer par exemple des « *partenariats renforcés* » avec la Chine, la Turquie et les Émirats arabes unis dans les domaines de l'énergie et de la construction. Le prolétariat peut voir comment ces « partenaires » traitent les travailleurs et les jeunes à l'intérieur et à l'extérieur de leurs frontières.

Construire la solidarité de classe en exigeant que les dirigeants des syndicats quittent immédiatement la plateforme AMMEN, en édifiant les comités d'action locaux, les comités de grève élus, les assemblées générales qui décident : telle est la tâche de l'heure, dans les entreprises, les quartiers, les universités, les écoles, les campagnes, pour échapper au piège de l'enlèvement dans les bavardages parlementaires, des compromis qui laissent misère et désespoir proliférer. L'élection des délégués des organes de la lutte populaire, leur centralisation, l'organisation des unités d'autodéfense, jetteront les bases d'un gouvernement véritablement au service des exploités et des opprimés.

Construire la solidarité de classe en nouant des liens avec les combattants et combattantes de cette région du monde et des autres pour s'approprier le programme du socialisme mondial, pour édifier la section malgache de l'internationale ouvrière révolutionnaire : c'est le combat que les militants conscients doivent prendre en charge et auquel le Collectif révolutionnaire permanente et ses sections participent. Rejoignez-nous !

7 novembre 2025

Intelligence artificielle : la fuite en avant d'un capitalisme aux abois

Un modèle économique qui va dans le mur

Fin septembre, la Deutsche Bank envoie un avertissement sévère.

En l'absence de dépenses liées aux technologies, les États-Unis seraient proches de la récession, voire en récession, cette année. Il n'est peut-être pas exagéré d'affirmer que NVIDIA, principal fournisseur de biens d'équipement pour le cycle d'investissement en IA, porte actuellement le poids de la croissance économique américaine. (Fortune, 23 septembre 2025)

Elle souligne aussi qu'une grande partie de cette croissance provient de nouvelles installations construites par des travailleurs humains, tandis que le secteur des technologies et des services d'IA n'a pas encore apporté de contribution significative au PIB. D'autant que le reste de l'économie américaine inquiète.

Enfin, dernier signal d'alerte retentissant : plusieurs banques régionales états-uniennes qui se sont emparées des dérégulations mises en place pour doper leurs activités viennent de faire faillite, incapables de faire face à une montagne de créances irrécouvrables. (L'Humanité, 23 octobre 2025)

Une première alerte en Bourse a eu lieu début novembre alors que les valeurs technologiques ont déçu aux États-Unis avec la crainte de la hausse des taux de la Fed qui entraverait la folie spéculative. Notamment le groupe japonais SoftBank, principal financier du plan Stargate de Trump et qui a misé gros sur l'IA, inquiète.

Les valeurs américaines d'IA ont perdu 3 % la première semaine de novembre, soit 1 000 milliards de dollars. Une déclaration d'un responsable OpenAI sur un éventuel besoin de garantie d'État pour ses investissements a alimenté les craintes.

Facilitée par les taux bas et la dérégulation

Les quelques mesures de contrôle prises après la crise de 2008 sur l'activité financière ont été abandonnées. Des acteurs non bancaires sont à présent capables de prêter des fonds considérables. Ces « private credit » qui représentaient moins de 100 milliards de dollars en 2010 pèsent aujourd'hui au moins 2 200 milliards.

Les réactions en chaîne provoquées par défaut du private credit mettraient en péril les équilibres d'entreprise, de fonds de pension, de compagnie d'assurances un peu partout dans le monde et pourraient devenir « un des problèmes les plus dangereux pour l'économie mondiale », prévient James Dimon [PDG de JPMorgan Chase]. (L'Humanité, 23 octobre 2025)

L'irrationalité actuelle nécessite pour perdurer que les taux d'emprunt n'étouffent pas les investissements, aussi la Banque centrale étatsunienne (la Fed) continue de baisser ses taux directeurs. Le 29 octobre, ils ont été réduits de 0,25 point. Le risque de voir les financements se tarir et d'ébranler l'ensemble de la sphère IA n'y est pas étranger, mais cela ne fait que reporter l'issue.

Une étude du Fonds monétaire international souligne l'extrême fragilité de nombre d'utilisateurs du système de crédit privé : 40 % d'entre eux auraient des rentrées d'argent systématiquement inférieures à leurs dépenses. Le prochain krach est bien en phase d'approche. (L'Humanité, 23 octobre 2025)

Des promesses de moins en moins crédibles

Une étude universitaire ne voit aucun impact de l'IA sur l'emploi depuis fin 2022.

Nos indicateurs montrent que le marché du travail dans son ensemble n'a pas connu de perturbation notable depuis le lancement de ChatGPT il y a 33 mois, ce qui atténue les craintes selon lesquelles l'automatisation par l'IA serait en train d'éroder la demande de main-d'œuvre cognitive dans l'ensemble de l'économie. (Laboratoire du budget, Université de Yale, 1^{er} octobre 2025)

Les solutions d'IA n'ont pas non plus démontré de gains productifs depuis l'opération marketing d'OpenAI avec la présentation de ChatGPT fin 2022.

Le Financial Times a épluché des centaines de documents (comptes rendus de réunions, transcriptions d'assemblées générales, rapports de résultats...) produits par les 500 plus importantes entreprises américaines. D'après le média, les entreprises parlent d'IA en permanence sans toutefois pouvoir expliquer en quoi la technologie les aide. (Le Monde, 26 octobre 2025)

Leur introduction dans les processus de production est au contraire souvent sanctionnée par un échec.

En juillet, une étude du MIT révélait que 95 % des entreprises américaines n'ont aucun retour sur leurs investissements en IA. En attendant, personne ne rentre chez lui plus tôt grâce à Copilot ou Gemini. (Le Monde, 26 octobre 2025)

Lorsqu'elle ne ridiculise pas tout simplement leurs promoteurs et utilisateurs.

Ces dernières années, diverses sorties de route grand-guignolesques ont été mises au jour. En Australie, au début de l'année, le cabinet de conseil Deloitte a vendu au ministère de l'emploi un rap-

port de 237 pages (facturé 440 000 dollars australiens, environ 250 000 euros) bourré d'erreurs produites par des intelligences artificielles. À New York, en 2023, un juge a mis à l'amende un avocat pour avoir produit devant la cour un mémoire juridique constitué uniquement d'affaires inventées par ChatGPT. (Le Monde, 26 octobre 2025)

Des limites techniques confirmées

La pénurie de données nécessaires à la progression des modèles d'IA survient plus tôt que prévu. Neema Raphael, responsable des données chez Goldman Sachs, explique que les données accessibles sont déjà utilisées. Il ajoute qu'il faudrait y adjoindre les données propriétaires des entreprises,

Cela signifie que la véritable frontière n'est peut-être pas le Web ouvert, mais les ensembles de données propriétaires détenus par les entreprises. Des flux commerciaux aux interactions avec les clients, des entreprises comme Goldman Sachs disposent d'informations qui pourraient rendre les outils d'IA beaucoup plus précieux si elles étaient exploitées correctement. Selon Goldman Sachs, la quantité d'informations qui se trouve derrière les pare-feu des entre-

prises et piégée dans les référentiels de données est très importante pour « générer de la valeur commerciale ». (Developpez.com, 4 octobre 2025)

Une telle démarche est condamnée d'avance dans un système capitaliste où chaque entreprise se protège derrière le secret commercial et la propriété privée pour ne pas fournir à ses concurrents de quoi améliorer leurs méthodes de production. Plusieurs études ont de plus confirmé un effondrement des modèles (une perte de pertinence) en cas de recours à des données synthétiques (générées elles-mêmes par IA).

S'il n'est pas possible de prédire quand aura lieu le krach, on peut cependant estimer que plus celui-ci tardera plus son impact sera dévastateur.

Ce serait une erreur de croire que l'effet de grosses pertes en Bourse se limitera au portefeuille des investisseurs. Plus le boom dure, plus opaque devient le financement. Une chute spectaculaire de la Bourse pourrait bien précipiter dans la récession une économie mondiale jusqu'à présent résiliente. (The Economist, 15 novembre 2025)

17 novembre 2025

La conférence confuse et peu démocratique de SoB

Le Collectif révolution permanente a envoyé en 2024 une lettre ouverte à toutes les organisations révolutionnaires du monde. En vain. Dans la même logique, sa section française, le Groupe marxiste internationaliste, a tenté de s'associer en 2022 à RP quand elle a scissionné du NPA. En vain. Quand la direction du NPA a rompu avec la moitié de son organisation pour lancer le NPA-AC et rejoindre le front populaire, nous avons tenté de participer comme courant en 2023 au NPA-R. En vain. Nous avons tenté de collaborer avec le PCR en 2024 quand il a quitté LFI pour adopter le communisme. En vain. Nous avons invité toutes les organisations révolutionnaires françaises à notre 9e conférence en octobre (où, évidemment, elles auraient eu droit à la parole). Personne n'est venu.

Nous avons répondu favorablement à l'invitation de Socialisme ou barbarie, chassé récemment du NPA-R, à participer à sa « conférence internationale » du 15 novembre 2025. Incroyablement, la parole ne nous a pas été donnée ! Personne, dans la salle, n'a pu donner son avis. Le but des chefs morénistes est de proclamer une « nouvelle organisation révolutionnaire » pour « refonder la gauche révolutionnaire ». De quand date la « gauche révolutionnaire » ? Qui l'incarnait ? C'est un mystère. La banderole de cette conférence internationale aurait pu être celle du PCF ou de LFI : Dégageons Macron pour construire une autre société ». Comment « dégager Macron » en évitant Le Pen-Berdella ? Mystère ! Quelle « autre société » faut-il construire ? Mystère !

Quelle stratégie différente justifie la concurrence en Argentine du NMAS avec une dizaine d'organisations et de groupes se réclamant du trotskysme, sans parler des bakouninistes, des guévaristes et des maoïstes ? Mystère ! Le NMAS est autant pacifiste et autant axé sur l'assemblée constituante que le FIT (PTS, PO, MST, IS). Il est aussi suiviste envers le parti bourgeois péroniste.

Quelle stratégie différente justifierait d'ajouter en France une nouvelle organisation à la liste interminable des LO, RP, NPA-AC, NPA-R, PT, POI, PCR, GR, etc., sans parler de LCDP, du PCOF, du PRCF, de l'URC... néostalinien et de plusieurs chapelles anarchistes ? Mystère ! Aucune des organisations « trotskystes » n'affronte réellement les bureaucraties syndicales (en fait, elles s'y intègrent), aucune ne se bat pour l'autodéfense face aux flics et aux fachos, aucune n'a pour but une révolution sociale instaurant la dictature du prolétariat.

Assez d'émiettement en de multiples sectes, toujours plus antidémocratiques et impuissantes ! Place à l'unification des communistes internationalistes : militants, tendances, groupes et organisations, discutons, agissons en commun et regroupons nous sur la base du programme des quatre premiers congrès de l'Internationale communiste et des conférences de la 4^e Internationale jusqu'à la 2^e guerre mondiale !

22 novembre 2025

Argentine : le parti de la bourgeoisie pro-yanque remporte les élections partielles

Il faut dire aux masses l'amère vérité, clairement, sans ambages. (Vladimir Lénine, « Sur l'infantilisme de gauche », 5 mai 1918, *Oeuvres* t. 27, Progrès, 1974, p. 345)

En novembre 2023, Javier Milei, 30 % au premier tour, est élu président au second avec 55,6 % des suffrages ; deux ans plus tard, son parti remporte les élections législatives en octobre 2025 avec presque 41 % des voix. Comment l'expliquer ? La classe ouvrière est depuis presque un siècle, prisonnière d'un mouvement nationaliste bourgeois. Le moment est venu de l'en débarasser !

2021, une crise révolutionnaire laissée sans programme

En 2001, une crise économique se transformant en crise révolutionnaire a ébranlé le capitalisme argentin. Aucune solution révolutionnaire n'a émergé. Les partis réformistes (PS, PCA, PCR...) et prétendent « trotskystes » (PTS, PO...) sont restés dans le cadre du populisme (« Qu'ils s'en aillent tous » et casserolades) et de l'État bourgeois (mot d'ordre d'assemblée constituante).

Comme les péronistes bourgeois, le PCA poststalinien, les maoïstes, les guévaristes et les bakouninistes, plusieurs organisations « trotskystes » ont depuis la crise révolutionnaire de 2001 leur propre organisation de « piqueteros » qui est financée par l'État bourgeois et qui redistribue l'aide sociale à ses membres.

Autre conséquence de la crise révolutionnaire de 2001, le PO et le PTS, les deux principales organisations issues de la dégénérescence de la 4^e Internationale, se renforcent et obtiennent de bons résultats électoraux. En raison des contraintes juridiques introduites par l'État, elles constituent en 2011 un front électoral, le Front de la gauche (sic) et des travailleurs (FIT) qui comporte aujourd'hui le PTS, le PO, le MST et l'IS.

Loin de résoudre la crise de la direction révolutionnaire du prolétariat, ces partis se divisent en permanence sur des questions secondaires. Aucun n'est de même nature que le Parti bolchevik de 1907-1921. Sur l'essentiel, le PTS, le PO, le MST et l'IS partagent avec les partis traîtres issu de la sociale-démocratie (PS) ou du stalinisme (PCA, PCR) le légalisme, le pacifisme et l'opportunisme envers un secteur de la bourgeoisie présenté comme « un moindre mal ».

Les communistes sont le parti de l'armement du peuple, le parti de l'insurrection quand le moment est venu.

Les réformistes inculquent systématiquement aux ouvriers l'idée que la sacrosainte démocratie est

assurée au mieux lorsque la bourgeoisie est armée jusqu'aux dents et les ouvriers désarmés. Le devoir de la 4^e Internationale est d'en finir, une fois pour toutes, avec cette politique servile. (4^e Internationale, *L'Agonie du capitalisme et les tâches de la 4^e Internationale*, septembre 1938, GMI, 2015, p. 18)

Le FIT, dont toutes les composantes se réclament frauduleusement du fondateur de l'Armée rouge, refuse de se prononcer pour l'autodéfense. Le NMAS ne fait pas mieux.

Malgré plus d'un million de voix, des manifestations et des meetings de milliers de personnes, on cherche en vain la tendance syndicale du FIT-U contre les bureaucraties corrompues.

2023, le candidat « anticaste » l'emporte

Un démagogue bourgeois resté jusque-là en marge du jeu des grands partis bourgeois, Javier Milei, se présente comme candidat de LLA (son parti « libertarien »). Milei est un économiste de l'aile la plus réactionnaire de la « science économique » bourgeoise (l'école de Menger et Hayek) qui prône même l'abolition des banques centrales pour laisser libre cours à la concurrence des monnaies privées des banques privées.

La défense sans limites des forces du marché libre, la promotion sans conditions de l'initiative privée et le rejet systématique non seulement de l'État providence, mais de toute action publique (Dario Rodriguez, « Argentine, un an plus tard », *Amérique latine, l'année politique 2024*, CERI Sciences po Paris, janvier 2025, p. 15)

En guise de liberté, Milei veut élargir celle du capital à exploiter. Il veut restreindre celles des exploités. Milei et LLA sont opposés aux libertés démocratiques, nostalgiques de la dictature militaire. Le démagogue fait campagne contre « la caste » des gouvernements antérieurs (des Kirchner et de Macri).

Les ennemis ont été clairement identifiés –les acteurs (partis politiques, médias, bureaucrates de l'État), mais aussi différents imaginaires idéologiques aux contours plus flous (communisme, socialisme, étatisme)– dans une offensive discursive où il se présentait à la fois comme un outsider faisant corps avec ses concitoyens et comme le messie, sauveur du peuple, seul capable de prendre les décisions dont l'Argentine a tant besoin. (Dario Rodriguez, « Argentine, un an plus tard », *Amérique latine, l'année politique 2024*, CERI Sciences po Paris, janvier 2025, p. 16)

Il est largement élu au second tour en novembre 2023 malgré le soutien du mouvement ouvrier au candidat bourgeois concurrent (PJ), qu'il soit ouvert (directions confédérales, PS, PCR, PCE, IS) ou hypocrite (PTS, PO...).

2024, attaques étatiques contre les masses, soutien au génocide sioniste, ouverture au capital étranger

Une fois au pouvoir avec la Pro et l'UCR (qui avaient pourtant fait partie de « la caste »), Milei réprime systématiquement les manifestations. Il s'en prend aux travailleurs immigrés. Il entreprend de démanteler les concessions sociales arrachées lors les montées révolutionnaires précédentes.

Cette politique d'austérité s'est traduite notamment dans le projet de « loi sur les bases et les points de départ pour la liberté des Argentins »... Après des mois de négociation avec les différents blocs parlementaires de l'opposition, le gouvernement a donc validé cet ensemble de réformes comprenant 1) la prolongation pour un an de l'état d'urgence dans les domaines administratif, économique, financier et énergétique ; 2) un régime de privatisation limité ; 3) un plan de réforme du travail pénalisant sévèrement toute action de blocage comme forme de protestation sociale ; 4) la promotion du travail formel ; 5) un régime spécial d'investissement accordant divers avantages fiscaux aux grandes entreprises ; 6) une réorientation de l'organisation du marché de l'énergie, favorisant son exportation au détriment du marché intérieur. (Dario Rodriguez, « Argentine, un an plus tard », Amérique latine, l'année politique 2024, CERI Sciences po Paris, janvier 2025, p. 14)

En octobre 2024, le gouvernement met en place un régime d'incitation aux grands investissements (RIGI).

Le régime d'incitation offre des conditions très avantageuses : pas d'augmentation d'impôt sur ces projets pendant trente ans, ni de droits de douane à l'importation, remboursement de l'équivalent de la TVA, non-taxation des exportations découlant de l'investissement... rgie, la technologie, l'infrastructure et le tourisme. (Le Monde, 5 juillet 2025)

Le gouvernement restreint le droit à la contraception et à l'avortement. Milei appuie sans réserve le génocide israélien à Gaza.

Les États impérialistes appuient le gouvernement de Milei

Les groupes capitalistes français exploitent depuis longtemps le prolétariat argentin (Danone, Saint-Gobain, Total-Energies...). Eramet les a rejoints en

Partis ou coalitions	Voix	%	Sièges		
			Élus	Total	+/-
La liberté avance (LLA)	9 341 798	40,59	64	93	▲ 55
Force de la patrie (FP)	7 741 775	33,64	46	99	▼ 9
Provinces unies	1 596 993	6,94	8	20	▼ 73
Front de gauche et des travailleurs (FIT-U)	897 063	3,90	3	4	▼ 1
Innovation fédérale (IF)	896 332	3,89	3	3	▲ 3
Autres partis	2 416 992	10,50	2	—	—

WIKIPÉDIA

juillet 2024 pour exploiter du lithium dans la province de Salta, à l'ouest. Les institutions financières internationales, aux mains des puissances impérialistes, ont apprécié les coups à la classe ouvrière argentine et une plus grande ouverture des frontières à leurs produits et à leurs capitaux.

L'Argentine a obtenu, vendredi 11 avril, un ballon d'oxygène de la part du Fonds monétaire international (FMI), de la Banque mondiale (BM) et de la Banque interaméricaine de développement (BID), avec pas moins de 42 milliards de dollars au total (37 milliards d'euros), un soutien présenté par la Banque mondiale comme un « important vote de confiance » envers le gouvernement. (Le Monde, 12 avril 2024)

En retour, le gouvernement Milei décide de libéraliser partiellement le marché des changes.

2025, le capitalisme argentin bénéficie d'une reprise économique

Les bureaucraties syndicales de la CGT et des CTA, comme partout, ont décrété quelques journées d'action et, comme souvent, ont dévié le mécontentement vers la pression sur le parlement, où les partis bourgeois dominent largement ou vers l'attente du retour d'un gouvernement péroniste issu de futures élections. À chaque fois, leurs diversions ont bénéficié de la complicité des partis réformistes (PSA, PCA, PCR) ou semi-réformiste (FIT-U, etc.).

Des grèves ont eu lieu mais elles sont restées éclatées, sans pouvoir remettre en cause le pouvoir exécutif. Les grèves diminuent en 2024 et en 2025 : en juin 2025, le nombre de grévistes avait baissé en un an de 34 % et le nombre de journées de grève de 28 % (ministère du capital humain, 1 juillet).

Avec la destruction d'une partie du capital (faillites, absorptions) et la montée du chômage lors de la dépression, les attaques du gouvernement ont permis une reprise économique.

Si les salaires baissent plus que le PIB, le rapport entre les profits et les salaires augmente nécessairement, c'est-à-dire que la part des profits dans le PIB augmente. Les « profits » comprennent les bénéfices des entreprises, les rentes (agricoles, mi-

nières, immobilières) et les intérêts. En termes marxistes, le taux de plus-value augmente. Il s'agit là d'une relation fondamentale à observer. Elle montre que le principal conflit social se situe au niveau des classes sociales. Un transfert de la plus-value (générée par le travail) vers les propriétaires des moyens de production et du capital financier est en train de se produire. C'est le fondement ultime de la politique économique de LLA. (Rolando Astarita, « Les chiffres impitoyables de l'économie à la Milei », Blog, 9 octobre 2024)

La nouvelle production de pétrole et surtout de gaz a réduit la dépendance énergétique, si bien que la balance des échanges d'énergie est devenue excédentaire. Le gouvernement de coalition LLA-Pro-UCR a décidé fin 2023 une dévaluation du peso de 50 % par rapport au dollar américain. Il a amputé considérablement les dépenses sociales du budget de l'État en 2024 et en 2025. Il a continué à privatiser, comme « la caste » macriste (aujourd'hui Pro) avant lui.

La menace d'une crise monétaire

Comme l'inflation reste plus importante qu'aux États-Unis et que les capitalistes argentins ont plus confiance dans le dollar que dans le peso, celui-ci se déprécie. Les importations, réglées en dollar, deviennent plus chères. La BCRA (la banque centrale argentine), loin des principes libéraux affichés par Milei, est intervenue sur les marchés internationaux des changes pour soutenir le cours de la devise nationale. Pour cela, il lui faut en acheter avec des dollars américains. Comme ses réserves en dollars s'amenuisent, le gouvernement qui prétend redresser définitivement l'économie nationale a donc été contraint d'en solliciter auprès du gouvernement yanqui qui, de son côté, veut arrimer l'Argentine aux États-Unis, au détriment de la Chine.

Washington s'est engagé à la fois dans un swap de devises [échange de pesos contre dollars] de 20 milliards de dollars afin de soutenir le peso argentin et à créer un nouveau fonds privé de 20 milliards de dollars pour venir directement en aide à l'Argentine. (Les Échos, 24 octobre 2025)

Milei autorise l'entrée de l'armée américaine pour effectuer des manœuvres navales conjointes avec la marine de guerre. Solliciter l'aide de la puissance impérialiste yanqui constitue politiquement une humiliation nationale et économiquement un pis-aller qui ne fait que différer le problème.

2024, le FIT et le NMAS sont aspirés par le péronisme

Toutes ces organisations soutiennent en 2024 les cessations de travail limitées décrétées par la bureaucratie syndicale de la CGT et des CTA (qu'elles font passer, comme les bureaucrates péronistes eux-mêmes, pour une « grève générale »), au lieu de se battre pour la véritable grève générale jusqu'au retrait des at-

taques de Milei (coupes budgétaires, décret de nécessité d'urgence DNU, loi Omnibus...).

Il s'agit d'organiser par en bas, en impulsant des assemblées dans les lieux de travail pour imposer à la CGT et aux CTA l'appel à une grève nationale active de 36 heures. (PTS, 22 mai 2025)

Exiger de la CGT une grève de 36 heures et un plan de lutte national. (IS, 11 septembre 2025)

L'exigence d'une grève de 36 heures et d'un plan de lutte. (PO, 1^{er} octobre 2025)

En quoi consiste le « plan de lutte » confié aux bureaucrates ? En tout cas, une grève bornée à l'avance à 36 heures n'a pas grand-chose à voir avec ce que Luxemburg appelait « grève de masse » et Trotsky « grève générale ».

Le 11 avril, sous prétexte d'enquêter sur Milei, des députés du FIT-U (dont le principal dirigeant du PTS, Castillo) font un bloc avec des éléments de la coalition péroniste à la Chambre des députés. Cela est soigneusement dissimulé aux travailleuses et aux travailleurs français par RP.

Le 10 juin, la Cour suprême confirme les jugements de 2022 (quand Milei n'était que député) et de 2024 contre Kirchner (dite « CFK ») : condamnation à 6 ans de prison et interdiction de toute candidature.

Les centristes assimilent l'affaire à la persécution d'une organisation ouvrière par un État bourgeois. Pourtant, ce n'est pas une nouvelle affaire Dreyfus. D'ailleurs, aucun ne met en cause les lois qui interdisent le vol des fonds publics par des dirigeants politiques, ni les faits établis par le tribunal, c'est-à-dire l'enrichissement personnel de Kirchner et de sa famille durant 12 ans sur le dos du peuple argentin.

Nous avons là des grandes bandes de politiciens spéculateurs, qui se relaient pour prendre possession du pouvoir d'État et l'exploitent avec les moyens les plus corrompus et pour les fins les plus éhontées. (Friedrich Engels, « Introduction à La guerre civile en France », 1891, Karl Marx, La Guerre civile en France, Éditions sociales, 1972, p. 300-301)

La justice accepte que Kirchner reste à son domicile. Pour le NMAS, cette concession ne suffit pas. Les lois démocratiques ne doivent pas s'appliquer au PJ. Il presse le parti bourgeois corrompu de passer outre le jugement.

Le rejet de l'interdiction devait s'accompagner de l'exigence que le péronisme et CFK refusent de se plier à l'interdiction, slogan que le Nouveau MAS a seul défendu, au sein de la gauche. (zquierda Web n° 680, 26 juin 2025)

Le MST et le PTS envoient une délégation commune le 10 juin au siège du PJ. Les chefs du PTS se rendent même chez elle le 12 pour lui apporter leur réconfort.

Le 18 juin, le PTS, le PO et le NMAS manifestent à Buenos Aires avec le parti bourgeois de Kirchner pour protester contre le jugement qui l'empêche d'être candidate.

Ce ralliement honteux à un parti bourgeois est soigneusement caché par RP et SoB en France, qui camouflent aussi que leurs homologues étatsuniens sont immergés dans l'aile de la sociale-démocratie américaine (Sanders, Ocasio-Cortez, Mamdani...) qui tente de ranimer le Parti démocrate.

Le résultat des élections législatives et sénatoriales du 26 octobre

Le parlement reste à 99 % aux mains des divers partis bourgeois. Le président et ses listes LLA (intégrant cette fois-ci la Pro) bénéficient d'une amélioration de la conjoncture économique (5,2 % de croissance attendue en 2025, ralentissement de l'inflation qui s'établirait à 36,6 %). Le gouvernement est conforté par la consultation électorale de mi-mandat pour renouveler la moitié des députés et le tiers des sénateurs.

Le PJ est aussi déstabilisé que le Parti démocrate aux États-Unis ou LR post-gaullistes en France. LLA obtient près de 41 % des voix aux législatives, soit 7 points de plus que la coalition bourgeoise FP dirigée par le PJ péroniste ; 42 % aux sénatoriales, soit presque 4,3 points de plus que la FP. Ainsi, le parti présidentiel obtient 55 sièges supplémentaires à la Chambre des députés (passant à 95) et 13 sénateurs de plus (passant à 19). Avec ses alliés de la Proposition républicaine (Pro) et de l'Union civique radicale (UCR), il peut désormais compter sur 110 députés (sur un total de 257) et 28 sénateurs (sur 72).

Le PS et le PCR maoïste ont appelé à voter pour le bloc électoral FP bourgeois dirigé par le PJ péroniste. Le PCA a présenté quelques candidats et appelé ailleurs à voter FP.

Lors des précédentes élections, le FIT-U annonçait ses candidatures lors d'une conférence de presse et présentait un programme (de contenu quasi-réformiste). Cette fois-ci, le FIT-U a fait campagne sans se doter du moindre programme national. Il obtient 3,9 % des suffrages exprimés aux législatives et 2,7 % aux sénatoriales, il a perdu un siège de député.

Deux autres organisations centristes (la PO, le NMAS) ont aussi présenté quelques candidats sur une ligne convergente avec le FIT, combinant pacifisme à la Gandhi et illusions parlementaristes à la Boric.

Assez de policiers dans les mobilisations. Quand il n'y a pas de police, il n'y a pas de répression, pas de blessés, pas d'emprisonnées ni d'emprisonnés. Défense inconditionnelle du droit de protester socialement et des droits de l'homme... Assemblée constituante souveraine pour proposer une Argentine anticapitaliste. (NMAS, Un manifeste anticapitaliste pour l'Argentine, 17 septembre 2025)

La candidate du NMAS dans la province de Buenos-Aires n'a obtenu que 0,56 % des voix tandis que les deux candidats du FIT-U totalisaient 5,04 %.



10 JUIN 2025, SIÈGE DU PJ, LES DIRIGEANTS DU PTS ET DU MST APPORTENT LEUR SOUTIEN AU PARTI BOURGEOIS

Bien que le vote soit formellement obligatoire, un tiers des inscrits n'a voté ni pour les partis bourgeois (LLA, FP, PU, IF...), ni pour la coalition « trotskyste » FIT-U. Mais cela n'a rien, en soi, de radical ou de progressiste.

Avant tout, un programme, une stratégie, un parti !

Assez de blocs purement électoralistes ! Assez de formules creuses (« la gauche », « plan de lutte », « assemblée constituante souveraine ») ! Assez de capitulation devant le péronisme !

En Argentine comme aux États-Unis, il faut saisir l'occasion de se démarquer du parti bourgeois pourri qui s'est discrédité, qui a servi de tremplin aux populistes réactionnaires. Il faut lancer le mot d'ordre de rupture des syndicats et des organisations d'opprimés, afin de former un parti ouvrier de masse sur un programme de lutte de classe.

Renforcé, le gouvernement Milei va redoubler les coups contre la classe ouvrière, tandis que l'État impérialiste américain veut rétablir le capitalisme à Cuba et soumettre toute l'Amérique latine (Panama, Venezuela, Colombie...) pour se renforcer et préparer la confrontation avec l'État impérialiste chinois.

Il est urgent que les militants révolutionnaires des organisations du trotskysme édulcoré, du post-maoïsme néo-réformiste, du guévarisme sans guérilla paysanne... rompent avec l'opportunisme et le sectarisme, avec le pacifisme et la subordination au péronisme bourgeois, qu'ils s'engagent dans la construction d'un parti de type bolchevik sur les lieux de travail et d'études, dans les quartiers populaires et les campagnes, contre les bureaucrates péronistes des syndicats, des organisations de femmes et d'étudiants.

5 novembre 2025

Le génocide se poursuit à Gaza avec la complicité de l'État impérialiste français et de l'ONU

Le prétendu « plan de paix » de l'État américain du 29 septembre avait été accepté les jours suivants par Israël, par le Fatah (« Autorité palestinienne » réduite à la Cisjordanie) et par le Hamas.

Le 17 novembre, le Conseil de sécurité des nations unies (ONU) a voté une résolution américaine qui officialise sa deuxième phase : établir la bande de Gaza un protectorat sur exercé par un « Comité de la paix » présidé par Trump ; désarmer non pas le colonisateur, mais la résistance, au moyen d'une « force de stabilisation internationale » chargée du désarmement « des groupes armés non étatiques ».

Le texte présenté par les Etats-Unis a été adopté par 13 voix pour et 2 abstentions (Chine et Russie)... La force de stabilisation internationale doit permettre de soutenir le cessez-le-feu entré en vigueur le 10 octobre et d'éviter un vide politique que le Hamas pourrait exploiter. (O N U , C o m m u n i q u é , 17 novembre)

En échange de la vague éventualité d'un État palestinien, plusieurs dictatures militaires, monarchies absolues salafistes, gouvernements islamistes avaient préparé le terrain.

Les États-Unis, le Qatar, l'Égypte, les Émirats arabes unis, le royaume d'Arabie saoudite, l'Indonésie, le Pakistan, la Jordanie et la Turquie expriment leur soutien conjoint. (Déclaration commune, 14 novembre)

Aucune puissance impérialiste détenant un droit de veto n'a voté contre le protectorat, le désarmement de la résistance, la prétention de choisir qui doit diriger Gaza. La Chine et la Russie, qui acceptent la « solution à deux États » de l'ONU de 1948, se sont abstenues.

En France, les partis « réformistes » (PS, PCF, LFI) sont alignés sur leur bourgeoisie : acceptation de la partition, reconnaissance de la colonisation sioniste de toute une partie de la Palestine.

La diplomatie française doit renouer avec la défense intransigeante du droit international... Tous les moyens légaux doivent être utilisés pour soutenir la résistance du peuple palestinien jusqu'à l'avènement d'un véritable État souverain... (LFI, 22 septembre)

La France a reconnu l'État de Palestine. C'était un premier pas... Il a notamment contraint l'administration Trump à prendre une initiative. L'heure est au respect du droit international, à la mise en place de la solution politique à deux États. (PCF, 19 novembre)

La résolution du Conseil de sécurité est muette sur l'épuration ethnique en cours en Cisjordanie. Les suprémacistes, appuyés par l'armée coloniale, détruisent

les oliviers et attaquent les villages, étendent les colonies. Les troupes sionistes occupent trois camps de réfugiés (Jénine, Tulkarem, Nour Chams) dont elles expulsent les habitants et dont elles poursuivent méthodiquement la destruction des infrastructures et des logements.

Avec la tolérance de toutes les puissances impérialistes, Israël continue à occuper du territoire de la Syrie et du Liban, à bombarder quotidiennement le Liban.

Israël garde 20 000 otages palestiniens dans ses prisons, où nombreux d'entre eux sont torturés. Il n'y a jamais eu de cessez-le-feu. Israël interdit toujours l'UNWRA et les ONG. Il a continué à systématiquement bombarder la bande de Gaza, les camps de tentes, les bâtiments restants, à empêcher l'entrée de médicaments et à tuer ses habitants. 300 ont été tués depuis l'adoption du plan de Trump. Le lendemain de la réunion du Conseil de sécurité, l'armée coloniale a assassiné 33 Gazaouis.

En France, les complices du sionisme ne sont pas les travailleurs de Starbucks ou les clients de McDonalds, ce sont l'État bourgeois et ses marchands d'armes (que défend vigoureusement Mélenchon). La bourgeoisie française continue à collaborer avec Israël et à l'approvisionner en moyens

de destruction. Macron a ouvert le salon Milipol aux marchands d'armes israéliens. Le ministre de l'éducation a tenté d'empêcher un colloque au Collège de France sur la Palestine. Les tribunaux condamnent les militants propalestiniens.

Assez d'appels à l'État bourgeois français ! Assez de confiance dans l'ONU aux mains des bandits impérialistes américains, français, britanniques, chinois et russes ! Les organisations ouvrières, partis et syndicats, doivent s'unir pour :

Abrogation des lois israéliennes contre l'UNWRA. Levée du blocus de Gaza par Israël et l'Égypte, ouverture de tous les points de passage.

Retrait immédiat de l'armée israélienne de Gaza, de Cisjordanie, du Liban et de Syrie. Libération sans condition de tous les prisonniers palestiniens des prisons israéliennes.

Fin de toute recherche à des fins militaires avec Israël et de toute collaboration universitaire qui sert à renforcer l'armée génocidaire. Blocage de toute livraison d'armes à Israël.

Abrogation de la loi dite « antisémitisme » dans l'enseignement supérieur. Annulation de toutes les procédures et peines contre les militants propalestiniens.

Ouverture des frontières de la France et de l'Union européenne aux blessés et aux réfugiés palestiniens.



RÉUNION PUBLIQUE UNITAIRE EN DÉFENSE DES PALESTINIENS, VILLA MERCEDES (ARGENTINE), 7 OCTOBRE